|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **MINISTERE DE L’ENVIRONNEMENT**  **ET DU CADRE DE VIE** |  | **PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)** |
| **\*\*\*\*\*\*\*\*\*\***  **SECRETARIAT GENERAL**  **\*\*\*\*\*\*\*\*\*\***  **AGENCE DE PROMOTION**  **DES PRODUITS FORESTIERS**  **NON LIGNEUX** |  |  |



**EVALUATION FINALE DU PROGRAMME «AMELIORATION DES REVENUS ET DE SECURITE ALIMENTAIRE POUR LES GROUPES VULNERABLES, COMPOSANTE EXPLOITATION RENTABLE DES** **RESSOURCES NATURELLES, EN PARTICULIER LES PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX » *(ARSA/PFNL)*»**

***Rapport final***

**Consultants** Octobre 2011

Adama BELEMVIRE, Ingénieur des Eaux et Forets

Paule Elise HENRY, Sociologue

# Table des matières

[Sigles et abréviations 3](#_Toc306280248)

[Liste des tableaux 4](#_Toc306280249)

[Remerciements 5](#_Toc306280250)

[I - INTRODUCTION 6](#_Toc306280251)

[1.1. Contexte et problématique de l’évaluation 6](#_Toc306280252)

[1.2. Objectif et résultats de l’évaluation 7](#_Toc306280253)

[1.3. Méthodologie et étapes opérationnelles de l’évaluation 7](#_Toc306280254)

[II. RESULTATS DE L’EVALUATION FINALE 10](#_Toc306280255)

[2.1. Présentation du Programme ARSA 10](#_Toc306280256)

[2.1.1. Identité du Programme 10](#_Toc306280257)

[2.1.2 Objectifs et résultats intermédiaires de la composante 11](#_Toc306280258)

[2.1.3 Reformulation du projet ARSA/PFNL 12](#_Toc306280259)

[2.1.3 Zone d’intervention du projet 13](#_Toc306280260)

[2.1.4 Moyens de mise en œuvre 13](#_Toc306280262)

[2.2. Analyse de la théorie du Projet ARSA/PFNL 14](#_Toc306280263)

[2.2.1 Adéquation entre les actions du Projet et les préoccupations initiales 14](#_Toc306280264)

[2.2.2 Analyse de la logique d’intervention : relation moyens-fins 15](#_Toc306280265)

[2.3. Performance d’ensemble du Projet 18](#_Toc306280266)

[2.3.1 Efficacité 18](#_Toc306280267)

[2.3.2 Processus, ou approche et démarche utilisée dans la mise en œuvre du Projet 29](#_Toc306280268)

[2.3.3 Efficience 32](#_Toc306280269)

[2.4. Effets/impacts 34](#_Toc306280270)

[2.4.1. Au plan politique/ stratégique 35](#_Toc306280271)

[2.4.2. Au plan de la maîtrise du concept de PFNL et de l’importance de la ressource au niveau local 36](#_Toc306280272)

[2.4.3. Au plan du renforcement des capacités des producteurs/trices 37](#_Toc306280273)

[2.4.4. Au plan de l’amélioration des revenus des femmes et de l’émergence de petites unités économiques en création 38](#_Toc306280274)

[2.5. Durabilité 42](#_Toc306280275)

[III. Recommandations 45](#_Toc306280276)

[ANNEXES 47](#_Toc306280277)

[Annexe 1 : Termes de référence 48](#_Toc306280278)

[Annexe 2 : Liste des documents consultés 52](#_Toc306280279)

[Annexe 3 : Chronogramme de travail 54](#_Toc306280280)

[Annexe 4 : Liste des personnes rencontrées 55](#_Toc306280281)

# Sigles et abréviations

|  |  |
| --- | --- |
| ADM | Analyse et Développement des Marchés |
| AF/LTM | Association Femme Lève Toi et Marche |
| AFAUDEB | Association pour le Déeloppement de la Faune au Burkina |
| AGR | Actvité Génératrice de Revenus |
| AMIFOB | Amicale des Forestières du Burkina |
| APFNL | Agence de Promotion des Produits Forestiers Non Ligneux |
| ARSA | Amélioration des Revenus et de Sécurité Alimentaire pour les groupes vulnérables |
| CCP | Comité Conjoint de Pilotage |
| CEAS | Centre Ecologique Albert Schweitzer |
| CIFOR | Center for International Forest Resarch |
| CRA | Chambres Régionales d’Agriculture |
| CRREA | Centre Régional de Recherches Environnementales et Agricoles |
| CSLP | Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté |
| DGCN | Direction Générale de la Conservation de la Nature |
| DIFOR | Direction des Forêts |
| DR-MEDD | Direction Régionale du Ministère de l’Environnement et du Développement Durable |
| ENEF | Ecole Nationale des Eaux et Forêts |
| FAO | Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| FRSIT | Forum de la Recherche Scientifique et des Innovations Technologiques |
| GVF | Groupement Villageois Féminin |
| IDR | Institut du Développement Rural |
| JAAL | Journées Agro Alimentaires |
| JNP | Journées Nationales du Paysan |
| MECV | Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie |
| MEDD | Ministère de l’Environnement et du Développement Durable |
| MST | Maladie Sexuellement Transmissible |
| OMD | Objectifs du Millénaire pour le Développement |
| ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| PADAB II | Programme d’Appui au Développement de l’Agriculture du Burkina Faso, Phase II |
| PAGED | Projet d’Amélioration de la Gestion et de l’Exploitation Durable |
| PAGREN | Projet d’Appui à la Gestion participative des Ressources Naturelles |
| PAM | Programme Alimentaire Mondial |
| PAPSA | Projet d’Amélioration de la Productivité et de la Sécurité Alimentaire |
| PDA/ECV | Programme Décennal d’Action de l’Environnement et du Cadre de Vie |
| PFNL | Produits Forestiers Non Ligneux |
| PIB | Produit Intérieur Brut |
| PIP | Programme d’Investissement Public |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PRC/DGCOOP | Projet de Renforcement des Capacités de la Direction Générale de la Coopération |
| PROTECV | Premier Programme Triennal (2009-2011) de mise en œuvre du PDA |
| PSNL | Produits Secondaires Non Ligneux |
| PTA | Plan de Travail Annuel |
| PTFM | Plates Formes Multifonctionnelles |
| PTF | Partenaire Technique et Financier |
| RN | Ressources Naturelles |
| SIAO | Salon International de l’Artisanat de Ouagadougou |
| SIDA | Syndrome Immuno Déficitaire Acquis |
| SIM | Système d’Information sur les Marchés |
| SNU | Système des Nations Unies |
| TDR | Termes de Référence |
| UICN | Union Internationale pour la Conservation de la Nature |
| UNDAF | Cadre Stratégique Commun des Activités Opérationnelles du Système des Nations Unies au Burkina Faso |

# Liste des tableaux

[Tableau 1 : Objectifs et résultats intermédiaires de la Composante 11](#_Toc289300655)

[Tableau 2 : Objectifs et résultats intermédiaires de la Composante relue 12](#_Toc289300656)

[Tableau 3 : Budgets initiaux et fin d’exercices du Projet 13](#_Toc289300657)

[Tableau 4 : Formulation des objectifs spécifiques du Projet dans les PTA 16](#_Toc289300658)

[Tableau 5 : Niveau d’exécution budgétaire 34](#_Toc289300659)

# Remerciements

L’équipe de Consultants est ravie de vous présenter le rapport de l’évaluation finale du Projet ARSA/PFNL. Une telle mission, pour être menée à bien, requiert la mobilisation des personnes ressources impliquées dans la mise en œuvre du Projet et des efforts de la part de nombreux acteurs.

C’est pourquoi, les Consultants tiennent à souligner la bonne collaboration du PNUD, en particulier, l’implication et la disponibilité du personnel du département environnement. Nos remerciements s’adressent plus spécialement à Mme Clarisse Coulibaly, chargée de Programme Environnement et Energie du PNUD et à Mme Diallo Laure, Assistante du Programme.

Les remerciements des Consultants s’adressent également au Coordonnateur du Projet ARSA/PFNL, M. Poda Damas, au Directeur de l’Agence de Promotion des Produits Forestiers Non Ligneux, M. Georges Gaston Ouédraogo, et à son équipe , au Coordonateur de l’ONG Tree Aid, M. Sylvestre Ouédraogo, au Directeur Régional de l’Environnement et du Développement Durable de la Boucle du Mouhoun, M. Sanon Mathurin et son équipe, au Directeur Régional de l’Environnement et du Développement Durable de l’Est, M. Compaoré Eugène et son équipe et à la Directrice Régionale de la Promotion de la Femme de la Boucle du Mouhoun, Mme Kadéba/Traoré Mélanie, pour avoir accepté se soumettre à cet exercice d’évaluation.

Plusieurs acteurs de terrain (groupements et associations) bénéficiaires directs des interventions du Projet ont apporté des informations précieuses et utiles à la mission d’évaluation. Les Consultants remercient en particulier, le groupement Samousin des productrices de soumbala de Moundasso/Dédougou, les transformatrices PFNL de Dédougou, l’Association Régionale Femme Lève Toi et Marche/ Sud Ouest (AF/LTM), les Groupements Féminins TIN FI du secteur 11 Fada, Yemboado de Fada et Lampiané de Boumoana, les associations Kari Force et AFAUDEB à Fada, et l’AMIFOB à Ouagadougou.

Les Consultants ont pu constater la facilité de mobilisation des bénéficiaires sur le terrain. Malgré les nombreuses sollicitations auxquelles ils font face, la mobilisation et la participation étaient toujours fortes. C’est pourquoi, ils adressent leurs remerciements à l’ensemble des acteurs qui ont été très ouverts aux discussions et qui ont montré une grande disponibilité pour la conduite de la mission dans chacune des localités visitées et chaque fois que le besoin s’est présenté.

# I - INTRODUCTION

## 1.1. Contexte et problématique de l’évaluation

Le Burkina Faso est un pays essentiellement agricole avec une population actuelle de près de 13 millions d’habitants. La population est à majorité rurale (85%) et l’économie est essentiellement basée sur le secteur agricole qui représente 40 % du PIB dont 25 % pour l’agriculture, 12 % pour l’élevage et 3 % pour les forêts et la faune. Ce secteur agricole a contribué en 2001, à 76 % des recettes d’exportation. L’agriculture est essentiellement de subsistance.

L’analyse des résultats de l’enquête burkinabé sur les conditions de vie des ménages de 2003 fait ressortir (i) que 46,3 % des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté (< 210 US $/an/hbt). La pauvreté demeure un phénomène essentiellement rural. Elle affecte les agriculteurs de produits viviers, les paysans, les éleveurs et singulièrement les groupes vulnérables que sont les femmes et les jeunes. Elle est le fait d’une économie peu compétitive, qui ne permet pas de dégager des revenus substantiels et de créer des emplois. Elle est exacerbée par certains facteurs, en particulier les MST et le VIH/SIDA.

Toutes ces raisons justifient le Programme **d’Amélioration des Revenus et de Sécurité Alimentaire pour les groupes vulnérables (ARSA),** qui s’inscrit dans le cadre stratégique commun des activités opérationnelles du système des Nations Unies au Burkina Faso (UNDAF) pour la période 2006-2010. Fruit d’une démarche novatrice de planification commune de l’ensemble des Agences du système des Nations Unies au Burkina Faso, placé sous le leadership du Gouvernement, ce programme piloté par le PNUD, répond aux priorités nationales définies dans le CSLP, lesquelles contribuent à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) définis par le Gouvernement de ce pays. Il s’inscrit en effet dans la priorité définie dans le CSLP qui est de « ***réduire la vulnérabilité de l’économie rurale, de l’insécurité alimentaire pour les groupes vulnérables et promouvoir une gestion durable de l’environnement*** ».

De façon spécifique, le Programme ARSA poursuit les résultats suivants :

* l’amélioration de la production des petits exploitants agricoles ;
* le renforcement du dispositif de prévention et de gestion des crises dues aux aléas climatiques et aux catastrophes ;
* la diversification et l’augmentation des revenus des ménages ruraux, en particulier pour les femmes.

Pour ce faire il a été mis en œuvre autour des quatre (4) composantes suivantes :

1. la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles et des technologies appropriées de gestion de l’eau pour la petite irrigation et la promotion des filières porteuses ;
2. l’élargissement et le renforcement du programme de développement des plates-formes multifonctionnelles (PTMF) en cours, dans 4 zones du pays ;
3. l’appui à l’exploitation rentable des ressources naturelles, en particulier les produits secondaires non ligneux (PSNL) au profit des femmes en particulier ;
4. l’appui à la mise en place d’un dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires dues aux aléas climatiques et aux catastrophes, qui prenne en compte les couches vulnérables.

Cependant, la composante « Appui à la mise en place d’un dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires dues aux aléas climatiques et aux catastrophes, qui prenne en compte les couches vulnérables », initialement prévue, n’a pas été mise en œuvre par le PNUD au regard des avantages comparatifs d’autres agences du SNU contribuant déjà de façon assez soutenue à sa réalisation.

La présente évaluation porte principalement sur la composante *«****Exploitation rentable des ressources naturelles, spécifiquement des produits forestiers non ligneux****»* ***du programme ARSA.***

## 1.2. Objectif et résultats de l’évaluation

L’évaluation finale du projet a pour objectifs principaux de :

* Apprécier le niveau des résultats obtenus par rapport au plan de travail ;
* Tirer les leçons tant positives que négatives de l’expérience du programme ;
* Formuler des recommandations pour la suite à donner au projet.

Le travail de la mission d'évaluation finale permettra au Gouvernement et au PNUD d'avoir une appréciation objective des résultats atteints, de la pertinence de la conception du programme et de la composante à évaluer.

## 1.3. Méthodologie et étapes opérationnelles de l’évaluation

Les travaux d’évaluation se sont effectués en trois grandes étapes, selon les séquences suivantes (cf. calendriers d’exécution en annexe 2).

**Etape 1 : Phase préparatoire**

Cette première grande étape a été conduite à travers trois activités essentielles :

* ***Réunion de cadrage de la mission***

Le démarrage de la mission a été effectif par l’organisation d’une rencontre de cadrage de la mission d’évaluation planifiée le 14 février. Ont pris part à cette rencontre, la chargée de Programme Environnement et Energie du PNUD, le coordonnateur du projet ARSA/PFNL et l’équipe des consultants[[1]](#footnote-2).

L’objectif de cette rencontre était de :

* s’accorder sur les termes de références et les attentes des mandants ;
* exposer la méthodologie de travail proposée par les consultants ;
* identifier et rassembler déjà la documentation disponible et celle à préparer ;
* s’accorder sur les modalités pratiques de collaboration entre l’équipe des consultants, le PNUD et le coordonnateur du projet ;
* planifier les grands moments et temps d’intervention du phasage de la mission.

Lors de cette rencontre de travail, le coordonateur du Projet a été expressément désigné par le mandant pour être l’interlocuteur privilégié de la mission. Au plan de la logistique et de la planification des entretiens avec les différents acteurs à approcher, il devra assurer les prises de rendez-vous et l’information en temps opportun pour les échanges sur le terrain avec les bénéficiaires.

* ***Capitalisation et exploitation de la documentation disponible***

Sur la base des besoins d’information exprimés par l’équipe et de la liste des documents inscrits dans les TDR, la chargée de programme du PNUD et le coordonnateur du projet ont procédé à un envoi par mail des documents déjà disponibles en version électronique. Des copies dures de certains rapports ont également été mises à la disposition de l’équipe. L’exploitation de la documentation et la lecture croisée des documents fournis ont permis à l’équipe de se faire une première idée des activités et du bilan technique et financier de la phase d’exécution du projet. La lecture documentaire s’est poursuivie pendant toute la période d’exécution de la mission. La liste des documents consultés se trouve en annexe 3.

* ***Elaboration des outils d’investigation***

L’équipe des consultants a élaboré une grille de lecture analytique de la documentation, un tableau d’appréciation à partir des grands critères d’évaluation, des guides d’entretiens en fonction des catégories d’acteurs ciblés (partenaires du projet, agence d’exécution, bénéficiaires des appuis – institutionnels – producteurs et productrices) pour cette évaluation et un canevas de rapportage tenant compte du format du PNUD.

**Etape 2 : Phase d’investigation**

Avec cette seconde étape, l’équipe d’évaluation a mis en exécution la programmation des rencontres avec les différents acteurs échantillonnés et impliqués dans le pilotage et la mise en œuvre du projet. Les informations collectées à travers différents outils (guides, SEPO, etc.) ont servi de matériaux de base à l’analyse critique des objectifs, résultats et activités du projet, suivant les grands critères d’évaluation retenus (logique d’intervention, pertinence, efficacité, durabilité, effets/ impacts). Des séances de travail à travers des entretiens ciblés et une mission d’investigation sur le terrain ont été organisées pour le bilan des actions. Le chronogramme des investigations peut être consulté en annexe 2.

* ***Entretiens ciblés***

Des entretiens ciblés ont été organisés aussi bien au niveau national que dans les régions/ localités (échantillon d’acteurs) retenues pour les échanges avec les bénéficiaires directs des appuis du projet. Au total 81 personnes, dont 83% de femmes et 17% d’hommes (liste des personnes rencontrées en annexe 4) ont pu être approchées pour avoir une appréciation sur la mise en œuvre du projet durant la phase 2007 à 2010 et des suggestions pour l’avenir.

Au niveau national, les acteurs clés ci après ont été entendus :

* les responsables de l’Agence d’exécution, chargés de la mise en œuvre du projet
* les responsables des directions techniques (niveau national et déconcentré) du Ministère en charge des questions de gestion des ressources naturelles et de la promotion des produits forestiers non ligneux
* les principaux partenaires techniques et financiers impliqués dans la mise en œuvre du projet (PNUD, Tree Aid, UICN, FAO, CIFOR[[2]](#footnote-3))
* les responsables et/ou représentants/tes d’associations bénéficiaires directs des appuis du projet
* des prestataires des formations dispensées
* ***Mission terrain***

Des bénéficiaires directs des appuis du projet ARSA/ PFNL ont pu être entendus afin d’avoir leurs appréciations sur les modalités pratiques des appuis fournis, les enseignements et suggestions à formuler pour une meilleure appropriation des investissements et acquis perçus tout au long de la mise en œuvre du projet.

A cet effet, l’équipe d’évaluation a réalisé trois missions sur le terrain dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre, de l’Est et du Sud Ouest. Le choix des zones d’investigation et des acteurs retenus ont été partagés avec les commanditaires de l’étude sur la base de critères proposés par l’équipe des consultants :

* importance du nombre d’appui et de bénéficiaires touchés
* diversité des appuis fournis par le projet
* implication ou non de services techniques déconcentrés (environnement, promotion de la femme, agriculture)
* possibilité de voir les bénéficiaires en activité.

Ainsi, 58 bénéficiaires directs, dont 54 femmes et 04 hommes ont échangé avec la mission sur le terrain.

**Phase 3 : Rédaction des rapports**

Au cours de cette dernière étape, l’équipe des consultants a produit les rapports d’exécution de la mission en deux temps :

* ***Production du rapport provisoire***

Le rapport provisoire a été déposé au Bureau du PNUD à Ouagadougou à la fin de la mission soumis aux mandants (PNUD et Agence d’exécution) pour examen avant d’être finalisé.

* ***Production du rapport final***

Avec cette dernière activité, les consultants ont intégré les différents amendements, observations et contributions et faits sur le rapport provisoire d’évaluation. La version finale du rapport a été transmise par le chef de mission au Bureau du PNUD à Ouagadougou en version électronique et deux copies dures.

# II. RESULTATS DE L’EVALUATION FINALE

## 2.1. Présentation du Programme ARSA

### 2.1.1. Identité du Programme

De nombreuses actions du gouvernement, d’ONG et d’Institutions de recherche témoignent de l’intérêt suscité par les PFNL comme support de lutte contre la pauvreté. C’est dans ce contexte que le Programme d’Amélioration des Revenus et de Sécurité Alimentaires pour les groupes vulnérables (ARSA) soucieux de mettre à contribution la valorisation de toutes les ressources naturelles en vue de la réduction de la pauvreté, surtout des groupes des plus vulnérables, a inscrit la composante « *Exploitation rentable des ressources naturelles, spécifiquement des produits secondaires non ligneux* ».

Le Programme ARSA poursuit les résultats suivants :

* améliorer la production des petits exploitants agricoles ;
* renforcer le dispositif de prévention et de gestion des crises dues aux aléas climatiques et aux catastrophes ;
* diversifier et augmenter les revenus des ménages ruraux en particulier les femmes.

Pour atteindre ces résultats, le programme ARSA a été bâti autour de quatre composantes :

1. *La vulgarisation des bonnes pratiques agricoles et des technologies appropriées de gestion de l’eau pour la petite irrigation et la promotion des filières porteuses. Cette composante, appelée ARSA/petite irrigation (ARSA/PI), est mise en œuvre au sein du Ministère de l’Agriculture, de l’Hydraulique et des Ressources Halieutiques.*
2. *L’élargissement et le renforcement du programme de développement des plates-formes multifonctionnelles (PTF). Cette composante, dénommée Programme National Plateformes Multifonctionnelles, est mise en œuvre sous la tutelle du Ministère de l’Economie et des Finances.*
3. *L’appui à l’exploitation rentable des ressources naturelles, en particulier les produits secondaires non ligneux (PFNL) au profit des femmes en particulier. Cette composante dénommée ARSA/PFNL, est mise en œuvre au sein du Ministère de l’Environnement et du Développement Durable.*
4. *L’appui à la mise en place d’un dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires dues aux aléas climatiques et aux catastrophes, qui prenne en compte les couches vulnérables.*

La composante « *Exploitation rentable des ressources naturelles, spécifiquement des produits secondaires non ligneux »,* répond à l’effet UNDAF N°6 à savoir que « d’ici 2010, la sécurité alimentaire pour les groupes vulnérables et la gestion durable des ressources naturelles sont améliorées ».

### 2.1.2 Objectifs et résultats intermédiaires de la composante

* **Objectif global de la composante**

Dans sa conception initiale, l’objectif de développement de la composante est de « ***contribuer à l’augmentation des revenus et à la sécurisation alimentaire des groupes vulnérables grâce à l’exploitation rentable et durable des ressources naturelles, spécifiquement des produits secondaires non ligneux*** ».

* **Objectifs spécifiques et résultats intermédiaires de la composante**

Tableau 1 : Objectifs et résultats intermédiaires de la Composante

|  |  |
| --- | --- |
| **Objectifs spécifiques (OS)** | **Résultats intermédiaires** |
| OS 1 : Contribuer à une meilleure connaissance du potentiel de PSNL des Ressources Naturelles, ainsi qu’à la protection et au renouvellement des peuplements d’espèces utilitaires porteuses | Résultat1.1 : Une base de données sur (i) le potentiel des PSNL des RN par région et (ii) la production d’une dizaine d’espèces porteuses, la transformation et le marché des PSNL est disponible et largement diffusée |
| Résultat1.2 : Le renouvellement des peuplements pourvoyeurs de PSNL est assuré |
| OS 2 : Contribuer à la diversification et à la promotion / valorisation des PFNL | Résultat2.1 : L’accès au financement des AGR basées sur les PSNL par les groupes vulnérables est assuré ou facilité |
| Résultat2.2 : Une gamme de produits de qualité à base de PSNL est mise sur le marché national et un dispositif national de commercialisation des PSNL est élaboré et fonctionnel |
| OS 3 : Renforcer les capacités des bénéficiaires | Résultat 3.1 : Les capacités techniques et organisationnelles des bénéficiaires sont renforcées |
| Résultat 3.2 : Un réseau des acteurs de la filière des PSNL est mis en place et fonctionnel |
| OS 4 : Développer le partenariat et renforcer les capacités nationales de suivi de la lutte contre la pauvreté | Résultat4.1 : Des partenariats et des synergies sont développés entre agences du SNU, d’autres Partenaires Techniques et Financiers, ainsi que des projets et programmes similaires |
| Résultat 4.2 : Une base de données de l’impact des PSNL sur la réduction de la pauvreté est disponible et utilisée par l’Observatoire de la pauvreté et du développement humain durable |

### 2.1.3 Reformulation du projet ARSA/PFNL

* **Justification**

A la mise en œuvre du Programme, l’option finale retenue de placer chaque composante du programme ARSA sous la tutelle d’un Département technique a fait évoluer progressivement la vision programme vers une approche projet. Ce qui déjà marque une divergence de vision entre les initiateurs du projet (direction des forêts avec l’appui du PNUD) et la partie nationale. C’est ainsi qu’il est apparu nécessaire, au regard de cette nouvelle donne, mais aussi de l’enveloppe budgétaire allouée à la composante, de redimensionner les ambitions afin de donner plus de chances d’obtenir des effets concrets dans la mise en œuvre de la composante. Le recadrage a porté sur :

Les objectifs spécifiques et les résultats : ont été retenus, ceux jugés prioritaires et réalisables, dans la période, compte tenu des moyens financiers et humains mis à la disposition du projet.

Le domaine d’action : en raison de la grande diversité des PFNL, le projet a ciblé une catégorie de PFNL à savoir : les fruits, les graines, les feuilles, les fleurs, la sève, les exsudats, les tiges, les écorces, les racines, le miel, la paille et les insectes.

Les différents plans de travail annuels du projet durant la période 2007 – 2010, découlent ainsi du document reformulé de lacomposante, présenté comme ci-dessous décrit.

* **Objectifs et résultats intermédiaires de la composante relue**

La composante « *Exploitation rentable des ressources naturelles, spécifiquement des produits secondaires non ligneux »,* est désormais transcrite « ***Exploitation rentable des ressources naturelles, spécifiquement des produits forestiers non ligneux***, couramment appelée **ARSA / Produits Forestiers Non Ligneux** (ARSA/PFNL). L’objectif de développement de la composante est de contribuer à l’augmentation des revenus et à la sécurisation alimentaire des groupes vulnérables grâce à l’exploitation rentable et durable des ressources naturelles, spécifiquement des PFNL.

Tableau 2 : Objectifs et résultats intermédiaires de la Composante relue

|  |  |
| --- | --- |
| **Objectifs spécifiques (OS)** | **Résultats intermédiaires** |
| OS 1 : Contribuer à une meilleure connaissance des PFNL | Résultat1.1. Les potentialités des PFNL émergents sont mieux connues |
| Résultat 1.2. Les informations sur les PFNL sont disponibles |
| Résultat.1.3. L’impact des PFNL sur la réduction de la pauvreté est connu et les indicateurs sont disponibles et utilisés par l’Observatoire de la pauvreté et du développement humain durable. |
| OS 2 : Contribuer à la diversification et à la promotion / valorisation des PFNL | Résultat2.1. La promotion des micro-entreprises de PFNL est assurée |
| OS 3 : Renforcer les capacités des bénéficiaires | Résultat 3.1. Les capacités techniques et matérielles des acteurs et actrices sont renforcées |
| Résultat 3.2. Les capacités organisationnelles des acteurs sont renforcées et un réseau des acteurs de la filière des PFNL est mis en place et fonctionnel |
| Résultat 3.3. Les capacités du Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie sont renforcées |
| OS 4 : Développer le partenariat | Résultat 4.1. Le partenariat est développé entre les PTF |

### 2.1.3 Zone d’intervention du projet

### La zone d’intervention du Projet ARSA/PFNL a couvert l’ensemble du territoire national. Au départ, dans les négociations avec le PNUD et en fonction du budget déjà acquis, il avait été suggéré de se concentrer sur des zones prioritaires pour le lancement des activités en attendant le bouclage financier complémentaire sous la responsabilité de la partie nationale avant d’envisager une étendue plus large des interventions sur le terrain. Cette option n’a pas pu être respectée du fait des pressions internes et de la volonté politique d’amorcer un ciblage plus étendue de la zone initiale d’intervention. De plus, la promesse non tenue par la partie nationale de s’engager dans la recherche de fonds additionnels a porté préjudice à ce projet.

C’est pourquoi, la dispersion des activités peut être constatée avec cependant des pôles d’intervention plus intensifs[[3]](#footnote-4), dus plus spécifiquement au dynamisme des acteurs/ bénéficiaires directs des appuis du projet sur le terrain via soit le service régional de l’environnement ou de la promotion de la femme, ou de certaines associations/ ONG engagées dans la promotion et l’exploitation des PFNL.

### 2.1.4 Moyens de mise en œuvre

* **Moyens financiers**

Le coût total du projet s’élève à 350.493.900 F CFA sur les quatre années de mise en œuvre ; soit un budget annuel moyen d’exécution de 87 623 475 F CFA. Le tableau suivant présente pour les quatre années du projet, les budgets exécutés.

Tableau 3 : Budgets initiaux et fin d’exercices du Projet

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **ANNEES** | **BUDGET INITIAL** | | **BUDGET FIN EXERCICE** |  |
|  | F CFA | $ US | F CFA | $ US |
| **2007** | 75 246 850 | 200 000 | 75 246 850 | 153 565 |
| **2008** | 95 197 050 | 240 275 | 95 197 050 | 211 549 |
| **2009** | 85 050 000 | 225 000 | 85 050 000 | 189 000 |
| **2010** | 95 000 000 | 250 000 | 95 000 000 | 190 000 |
| **TOTAL** | **350 493 900** | **915 275** | **350 493 900** | 1. **4** |

* **Encrage institutionnel et moyens humains**

Le projet ARSA/PFNL a évolué dans les deux premières années de sa mise en œuvre (2007 et 2008) sous la tutelle administrative et technique de la Direction des Forêts (DIFOR). L’équipe du projet se résumait à quatre agents du ministère de tutelle, comme suit : un Coordonnateur à temps plein, un Comptable, une Secrétaire et un Chauffeur/Agent de liaison contractuel. Leurs services, ainsi que l’utilisation du véhicule affecté pour les déplacements du Coordonateur du projet étaient partagés avec la direction des forêts. En réalité, au démarrage, le projet a fonctionné plus d’une année avec un seul agent, car l’Etat n’a pas joué son rôle en mettant à disposition du personnel complémentaire comme cela avait été initialement retenu. Il y avait en plus comme un conflit interne de compétence ou de leadership. C’est un projet bicéphale rattaché à la DIFOR et à la Direction Générale de la conservation de la nature (DGCN). Aux yeux des partenaires, c’est surtout le Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie et la DGCN qui ont été mis en avant, mais pas la DIFOR qui était une direction technique. A la DIFOR, *« il y avait tellement de microprojets que chaque chef de service était en même temps responsable d’un projet et donc intéressé prioritairement à travailler à l’atteinte de ses propres résultats*» comme le souligne le Directeur Général de l’Agence de Promotion des Produits Forestiers Non Ligneux (DG APFNL) et un des initiateurs du projet du PNUD. On peut comprendre alors, l’ambiance peu aisée de collaboration et le manque de synergie d’action au niveau d’un même ministère et d’une même direction pour soutenir efficacement le Coordonnateur du projet dans la conduite de ses activités. C’est du reste ce qui fait dire au Coordonateur toute « la souffrance » qu’il a dû surmonter pour se « débattre » comme il le pouvait pour les résultats auxquels le projet est parvenu et dont l’appréciation d’ensemble est abordé au point 2.3.

Avec la création de l’Agence de Promotion des Produits Forestiers Non Ligneux en 2009, le projet ARSA/PFNL devient un volet intégré de ladite Agence et les activités sont reparties entre les différentes Divisions au regard de l’organigramme et des attributions de chaque Division. Tout le personnel affecté à l’Agence a ainsi été redéployé selon les divisions. La mise en œuvre du projet ARSA/PFNL demeure sous la responsabilité du Coordonnateur, le Directeur Général de l’Agence agissant en qualité de la personne désignée pour répondre administrativement auprès du PNUD et au nom du Ministère en ce qui concerne le projet. La tutelle administrative met en principe à contribution, les ressources humaines internes pour les postes de personnels d’appui nécessaires au bon fonctionnement du Projet. Ceci a permis au projet de disposer de deux cadres supplémentaires[[4]](#footnote-5) en appuis au coordonateur du Projet, dont il a fallu assurer la mise à niveau et le coaching en matière de PFNL. Ce qui fait qu’il « devient assez difficile aujourd’hui de faire le bilan du projet ARSA/ PFNL en dehors de celui de l’APFNL qui a repris à son compte toutes les activités inscrites dans les PTA 2009 et 2010 ».

Cette nouvelle formule a en outre été perçue comme une « porte de sortie de la crise interne au projet depuis son lancement ». En effet, l’agence dispose actuellement de 21 agents, dont environ 24% de femmes et de la logistique pour assurer ses missions.

## 2.2. Analyse de la théorie du Projet ARSA/PFNL

### 2.2.1 Adéquation entre les actions du projet et les préoccupations initiales

Selon le document de stratégie nationale de valorisation et de promotion des PFNL (2010), la promotion des PFNL au Burkina doit intégrer deux questions majeures : (i) améliorer et diversifier les sources de produits alimentaires et de revenus, pour les populations et l’Etat, d’une part, (ii) pérenniser la ressource naturelle, d’autre part. Les problématiques liées aux PFNL se posent également en termes d’équité entre acteurs, d’une part, dans l’accès et le contrôle des ressources et, d’autre part, dans le partage des bénéfices générés par l’exploitation de ces ressources.

Partant de ces hypothèses, la composante du Projet a été donc articulée autour de 4 objectifs spécifiques prioritaires, avec les constats suivants :

Au niveau de l’objectif spécifique 1, on constate que les mesures du projet vont en droite ligne de la réponse aux contraintes révélées par les différents diagnostics de la situation, à savoir la méconnaissance des PFNL émergents et de leurs potentialités, le manque d’informations disponibles sur les PFNL, la méconnaissance de l’impact des PFNL sur la réduction de la pauvreté. Toutefois, il n’est pas fait allusions aux acteurs de ces PFNL.

Il en est de même au niveau de l’objectif spécifique 2, où le projet prévoit l’organisation d’expositions de PFNL et d’exposition-dîner de mets de PFNL, l’appui aux acteurs pour leur participation aux grandes manifestations (foires, manifestations commerciales) au niveau national sur les PFNL, l’appui à la création de petites unités de transformation des PFNL par la dotation en petits équipements et enfin l’appui aux initiatives locales de promotion des PFNL. A travers cet objectif, le projet cherche à assurer la promotion des micro-entreprises de PFNL. Par contre les questions de protection, de préservation et de restauration de la ressource ne trouvent pas de réponses appropriées. Le Projet ne propose pas d’activités pour renforcer le potentiel PFNL existant afin de ne pas compromettre son existence.

Au niveau de l’objectif 3, les mesures préconisées ne suffisent pas à elles seules à contribuer de façon considérable/ significative à renforcer les capacités techniques, matérielles et organisationnelles des acteurs et actrices. En effet, le projet ne prévoit pas ici de mesures matérielles substantielles. Au niveau du renforcement des capacités du ministère, le projet met l’accent sur la formation de l’équipe du projet et du personnel de la structure de tutelle, l’organisation de voyages d’études et la contribution à la formulation d’une stratégie nationale de promotion et valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux au Burkina Faso. Le projet ne cite pas les agents forestiers qui sont sur le terrain et qui sont en contact direct avec les bénéficiaires. S’ils ne sont pas concernés, comment peuvent-ils contribuer à suivre et capitaliser les actions, les effets et les impacts à terme du Projet.

Enfin pour l’objectif spécifique 4, relatif au développement du partenariat, il reste assez vague et vide quant à son contenu pour mettre en évidence la concertation et le mode de collaboration entre acteurs et avec les partenaires institutionnels et les PTF. Excepté la mise en place de comité de pilotage informel durant les trois premières années, puis formel sous l’appellation de comité conjoint fonctionnel depuis 2009 avec la création de l’Agence.

Ainsi, on note jusqu’à ce jour, que l’exploitation et la promotion des PFNL manquent de vision prospective et de coordination des actions, donnant l’impression d’une anarchie dans les pratiques d’exploitation qui ne tiennent pas suffisamment compte de la pérennité de la ressource naturelle.

### 2.2.2 Analyse de la logique d’intervention : relation moyens-fins

Dans sa conception, le projet est quelque peu déséquilibré au niveau de la logique d’intervention ou logique verticale. En effet, le premier objectif spécifique a trois résultats, tandis que l’objectif spécifique 2 a 1 résultat, l’objectif spécifique 3 en a 3 et l’objectif spécifique 4 a un seul résultat. Ceci exprime que les objectifs spécifiques 1 et 3 constituent le cœur du projet et que les deux autres viennent en accompagnement. Autrement est ce que « la promotion des micro-entreprises de PFNL » ne pourrait pas être vue comme un résultat du Renforcement des capacités des bénéficiaires ; ou est ce que le partenariat ne pouvait pas être intégré dans les résultats de l’objectif spécifique 1 pour renforcer la question de la meilleure connaissance des PFNL ?

La logique d’intervention du Projet comporte également de nombreuses insuffisances. La mission note par exemple des imperfections en termes de consistance des objectifs (Diagramme des objectifs) et des stratégies à entreprendre pour la résolution des problèmes (diagramme des stratégies). Cela donne l’impression que les concepteurs n’ont pas été assez méticuleux dans la formulation et la logique d’intervention du Projet. C’est pourquoi, tant au niveau des activités, des indicateurs, des sources de vérification que des conditions critiques, des incohérences sont observables dans l’analyse de cette logique.

Pour illustrer ces propos, considérons seulement le tableau suivant qui reprend dans les différents PTA, la formulation des objectifs spécifiques du projet :

Tableau 4 : Formulation des objectifs spécifiques du projet dans les PTA

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **PTA 2007** | **PTA 2008** | **PTA 2009** | **PTA 2010** |
| ***Objectif spécifique 1*** | Contribuer à une meilleure connaissance du potentiel des PFNL et à une meilleure organisation des filières des PFNL avec 2 résultats et 7 activités | Contribuer à une meilleure connaissance du potentiel des PFNL et à une meilleure organisation des filières des PFNL avec 2 résultats et 10 activités | Contribuer à une meilleure connaissance des PFNL avec 3 résultats et 18 activités | Contribuer à une meilleure connaissance des PFNL avec 3 résultats et 8 activités |
| ***Objectif spécifique 2*** | Développer le partenariat et renforcer les capacités des acteurs avec 4 résultats et 9 activités | Contribuer à la diversification, à la promotion / valorisation des PFNL avec 1 résultat et 1 activité | Renforcer les capacités des bénéficiaires avec 2 résultats et 9 activités | Renforcer les capacités organisationnelles, techniques et matérielles des bénéficiaires, développer le partenariat avec 4 résultats et 6 activités |
| ***Objectif spécifique 3*** | Disposer de cadres d’orientation et d’intervention en matière de valorisation des PFNL avec 2 activités | Renforcer les capacités des acteurs avec 2 résultats et 7 activités | Contribuer à la diversification et à la promotion / valorisation des PFNL. avec 1 résultat et 4 activités | Contribuer à la diversification et à la promotion / valorisation des PFNL avec 1 résultat et 4 activités |
| ***Objectif spécifique 4*** |  | Développer le partenariat et renforcer les capacités nationales de suivi de la lutte contre la pauvreté avec 2 résultats et 3 activités | Développer le partenariat avec 1 résultat et 4 activités | Administration et gestion du projet avec 4 activités |
| ***Objectif spécifique 5*** |  | Disposer de cadres d’orientation et d’intervention en matière de valorisation des PFNL avec 1 résultat et 3 activités |  |  |

La lecture du contenu du tableau permet de faire les observations suivantes :

* D’une année à une autre, le nombre et la formulation des objectifs spécifiques a chaque fois évolué
* Le positionnement des objectifs spécifiques ne respecte pas la même numérotation d’une année à une autre

On n’a pas l’impression d’avoir à faire au même projet, et cela ne facilite pas l’évaluation. Ces paramètres doivent restés les mêmes du début à la fin du projet, même avec des activités différentes nécessairement pour permettre de suivre l’évolution vers l’atteinte des résultats escomptés.

De plus, nous n’avons pas vu réellement de cadre logique global pour le projet. C’est seulement à partir du PTA de 2009, que nous avons aperçu un cadre logique qui reste cependant muet dans la mesure où il n’apparait nulle part pour les objectifs spécifiques et les résultats d’indicateurs d’effets et de résultats avec des valeurs de référence.

Néanmoins, on note une amélioration de présentation du PTA 2010 qui a fait l’effort d’inscrire des résultats et des indicateurs de premier niveau.

Si la logique du projet n’a pas fait l’objet d’une relecture soutenue par des valeurs de référence et la formulation des objectifs spécifiques ; on note en plus que la formulation de certains résultats présente des problèmes de pertinence au regard de l’envergure des moyens mis en œuvre pour escompter les changements. Par exemple, le résultat 3.1 dit ceci : « ***Les capacités techniques et matérielles des acteurs et actrices sont renforcées*** ». Pourtant en regardant la nature des activités proposées (Sensibilisation des populations sur les PFNL, Formation des organisations de base sur diverses thématiques, Organisation de voyages d’échanges d’expériences au profit des réseaux d’acteurs de PFNL), on ne voit pas comment le projet arrivera à renforcer les capacités *matérielles* des acteurs.

Ces insuffisances compliquent la tâche de l’équipe de Coordination et ne lui permettent pas de bien orienter le suivi sur des aspects précis du Projet.

La mission observe enfin que la relation moyen-fin n’est pas évidente au niveau du Projet ARSA/PFNL. Par exemple, dans un système de promotion des micro-entreprises de PFNL, avec des outils rudimentaires, le savoir faire n’est pas le seul facteur de production, il faut l’équipement adéquat, car le matériel actuel des acteurs de la filière ne peut pas permettre une bonne augmentation des rendements et de la qualité, quelque soit le niveau de maîtrise technique.

Pour conclure, la théorie du Projet semble avoir souffert d’un recadrage drastique sur les stratégies et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les résultats. En analysant le Projet, il se dégage l’impression que les résultats ont dû être reformulés pour passer d’actions d’investissement à des actions de renforcement des capacités et de plaidoyer, mais l’esprit plane encore sur tout le Projet et on ressent un manque de cohérence dans cette logique d’intervention. Ce faisant les attentes restent fermes au niveau des bénéficiaires qui pensent que les formations sont une étape pour les préparer à la gestion de leurs micro entreprises.

## 2.3. Performance d’ensemble du Projet

### 2.3.1 Efficacité

#### 2.3.1.1 L’efficacité des mesures

Le niveau d’atteinte des résultats quantitatifs du Projet tels que planifiés[[5]](#footnote-6) est apprécié ici, au regard des résultats présentés dans les rapports d’activités et de constats terrain. Une analyse des actions menées permet de mettre en exergue les éléments suivants :

* **Au niveau de l’Objectif spécifique 1**

**Pour l’atteinte du Résultat 1.1 « Contribuer à une meilleure connaissance des PFNL »,** sur trois grandes activités prévues par le projet, deux ont été réalisées. Il s’agit de :

***L’élaboration de l’état des lieux des PFNL au Burkina Faso* :** Elle a permis à travers une étude diagnostique ayant couvert toutes les régions du Burkina, d’élaborer le rapport intitulé *« Valorisation des produits forestiers non ligneux au Burkina Faso : état des lieux et perspectives* ». Elaboré dès 2007, ce document de référence comporte : (i) un répertoire des produits et leurs modes de valorisation en général et selon les régions administratives ; (ii) l’importance socio-économique de ces produits ; (iii) les contraintes et opportunités liées à la valorisation de ces produits ; (iv) les produits susceptibles d’être organisés en filière et (v) des axes d’orientations et actions à même de rentabiliser l’exploitation de ces ressources.

Ce document a permis de mieux identifier les actions du projet. Il est régulièrement consulté par les praticiens et a servi de support à l’élaboration de la stratégie nationale de développement des PFNL au Burkina Faso.

La demande actuelle est forte et son impression en une centaine de copies en 2010 a permis de placer le document auprès de plusieurs structures demandeuses.

***La réalisation d’études pilotes ou thématiques sur la production et le marché des PFNL* :** Ces études ont été réalisées dans certaines zones (Cascades, Est, Sud-Ouest, Centre-Sud, Boucle du Mouhoun, Hauts Bassins). Les informations disponibles sont encore très ciblées et contenues dans des travaux de mémoires d’étudiants et rapports d’études de stagiaires pour leurs mémoires de fin de cycle IDR/ Eaux et Forêts.A ce jour, sept (7) rapports ont été produits, dont deux en 2009 et le reste en 2010[[6]](#footnote-7).

***La réalisation d’inventaires des ressources pourvoyeuses des principaux PFNL et l’évaluation du potentiel de ces PFNL au plan national* :** Cette activité n’a pas été réalisée dans le cadre du projet et a été reversée pour le compte du projet d’inventaire forestier national. Le coût de réalisation de cette activité n’a pas été bien évalué au départ, car le budget déjà limité de la composante ne pouvait pas couvrir les frais à engager pour la dite action.

**Pour l’atteinte du Résultat 1.2 « Les informations sur les PFNL sont disponibles »**; les activités prévues ont connu un faible niveau de réalisation, comme on peut le constater.

***La réalisation de l’état des lieux de la recherche sur les PFNL*:** L’objectif ici était de constituer un fond documentaire sur l’essentiel des travaux en rapport aux PFNL au Burkina Faso, afin de disposer d’une bibliographie annotée. L’activité reste toujours en cours. Grâce à la collaboration entre l’APFNL, le Center for International Forest Resarch (CIFOR) et le Centre Régional de Recherches Environnementales et Agricoles (CRREA) de la Région du Centre, le répertoire des travaux et la documentation sur les PFNL au cours des 30 dernières années au Burkina Faso a été réalisé. Ce qui a permis de collecter plus de 273 documents qui restent à être annotés. L’APFNL disposera ainsi d’une collection des principales références sur les PFNL et pourra organiser une bibliothèque spécialisée sur les PFNL.

***La collecte des données statistiques sur les quantités annuelles de PFNL exploitées, consommées et commercialisées***: Cette activité n’a pas connu une mise en œuvre.

***La définition des normes et outils de collecte de données sur la production et le commerce des PFNL*:** Les actions portant sur la définition des normes et outils de collecte de données sur la production et l’élaboration de relations allométriques à l’image du tarif de cubage n’ont pas connu de mise en œuvre. Elles ont été reversées au projet d’inventaire forestier national également.

***La création d’une base de données sur les PFNL :*** Au cours de la mise en œuvre du projet, il n’a pas été possible de définir des indicateurs pertinents validés par les services habilités pour alimenter une base de données sur l’impact des PFNL sur la réduction de la pauvreté. Les études réalisées dans le cadre de l’initiative Pauvreté Environnement et l’étude en cours sur la contribution des PFNL à l’économie nationale permettront d’avoir des éléments pertinents pour définir les indicateurs.

***La mise en place d’un système statistique et d’un système d’information sur les marchés (SIM) des PFNL :*** Cette activité n’a pas été réalisée. Elle s’est résumée à un diagnostic prospectif de la faisabilité du SIM à travers des échanges avec des structures et personnes ressources.

***L’élaboration de fascicules, fiches techniques et des supports de communication sur les PFNL*:** La couverture médiatique des activités du projet (sorties de la presse nationale et internationale organisées par le service de la communication du PNUD, couverture des foires régionales de PFNL, presse écrite) a créé un engouement du grand public sur les possibilités de valorisation des PFNL et la diversité des savoirs faire au niveau du monde rural. Outre la presse, divers supports de communication ont été développés (posters, dépliants, calendrier, logo, etc.). Cette activité de visibilité est effective et se traduit par la présence d’affiches dans les services techniques de l’environnement, de la promotion de la femme et auprès de certaines associations actives dans le domaine sur le terrain.

Une maquette pour site Web a été créée, mais il reste encore à l’activer et à l’animer. Des suggestions ont été faites pour le mettre en lien avec des sites plus consultés (PNUD, FAO). Au-delà de ces actions de visibilité médiatique, le projet aurait pu éditer en langues des fiches techniques comme supports des formations à l’endroit des bénéficiaires directs. Ce manque a été relevé lors de tous les entretiens avec les acteurs sur le terrain.

D’autres types d’activités, non prévues initialement ont été mises en œuvre. Il s’agit principalement :

* du ***recensement des acteurs*** : Grâce à l’implication des services déconcentrés du Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie, des Chambres Régionales d’Agriculture (CRA) et de certaines associations partenaires (AFAUDEB, AMIFOB), le recensement des principales organisations de PFNL a été effectué dans 10 Régions pour l’instant, à savoir : Centre Sud, Est, Nord, Centre Nord, Hauts Bassins, Sud Ouest, Boucle du Mouhoun, Cascades, Centre Est et Plateau Central. Les données sont encore en traitement, mais le recensement révèle la disparité des organisations. Certaines existent sous la loi 10, d’autres sous la loi 14 et une troisième catégorie n’a pas de statut légal. On constate également que la plupart des organisations travaillent sur plusieurs produits, d’où la complexité, en ce qui concerne le secteur des PFNL, d’organiser la filière autour d’un produit.
* du ***recueil des principaux mets de PFNL existants au Burkina Faso***. L’activité a consisté à dresser les mets à base de PFNL. Il existe une large gamme de savoir faire local en ce qui concerne la transformation des PFNL. La connaissance des mets à base de PFNL est un outil de marketing, d’incitation à la consommation locale, toute chose qui permet d’accroître le marché national. Le processus de conception de ce répertoire n’a malheureusement couvert que la région de la Boucle du Mouhoun, lors des Journées Agro Alimentaires en 2008 à Tchériba. Mais, on retient que quelques PFNL alimentaires et mets ont été également répertoriés dans d’autres localités au cours des sorties. Cependant, l’élaboration de ce répertoire n’est restée qu’au stade de collecte des mets. L’AMIFOB, mandatée par le projet pour cette activité n’a pas pu aller au-delà. En effet, le financement initialement prévu pour cette activité n’a pas pu être alloué par le projet, car les différentes parties ne sont pas arrivées à s’accorder sur les modalités pratiques de décaissement pour l’exécution de l’activité (non respect des planifications, longue attente des réactions sur les propositions de part et d’autre, démotivation) jusqu’à la fin du projet. Par conséquent, l’absence du recueil ne permet pas d’apprécier objectivement l’utilité de cette activité.

**Pour l’atteinte du Résultat 1.3 « L’impact des PFNL sur la réduction de la pauvreté est documenté et des indicateurs de la contribution des PFNL à la lutte contre la pauvreté sont disponibles et utilisés par l’Observatoire de la pauvreté et du développement humain durable », une seule activité était prévue.** Il s’agit de la réalisation d’une étude sur la contribution des PFNL aux économies Locale et nationale, ainsi que sur les impacts de ces produits sur la réduction de la pauvreté. Cette activité n’a pas été réalisée, ce qui ne permet pas de disposer de statistiques sur les données économiques pour traduire l’importance économique des PFNL.

En conclusion pour l’OS1, sur 10 activités phares planifiées, seulement trois activités ont pu être réalisées, 2 sont en cours et 5 n’ont pas été réalisées. Soit un taux d’exécution de 50%.

Cette option stratégique était en phase avec la volonté politique de contribuer à la valorisation du potentiel forestier longtemps ignoré et considéré non digne d’intérêt sur plusieurs plans. Avec l’expérience pilote de l’ONG Tree aid et l’appui technique du PNUD, la nécessité de mettre en avant la valeur économique et sociale du potentiel forestier à travers les PFNL a pu être démontrée et donc utile à mettre à l’agenda des politiques nationales du secteur de l’environnement. Dans ce sens, on peut donc dire que ce choix est sans aucun doute pertinent et répond aux grandes lignes directrices des politiques de développement pour contribuer à lutter contre la pauvreté.

* **Au niveau de l’Objectif spécifique 2**

**Pour l’atteinte du Résultat 2.1 « La promotion des micro-entreprises de PFNL est assurée**», les activités ont porté sur :

* ***L’organisation de foires au niveau des régions, l’animation de stands et l’appui des acteurs/trices pour leur participation aux grandes manifestations au niveau national :*** Ainsi plusieurs acteurs et actrices ont été soutenus (location des stands, prise en charge du transport des exposants, prise en charge partielle du séjour, octroi de prix) et ont eu l’opportunité de faire connaître leurs produits et leur savoir faire lors de ces manifestations. Entre 2007 et 2010, au total 21 foires et manifestations importantes ont pu être organisées principalement à Ouagadougou et dans certaines localités comme Boulsa, Tchériba, Ouahigouya, Matiakoali, Fada, Pô, Orodara et Bobo Dioulasso. Malheureusement, la faiblesse de la capitalisation systématique de ces activités, n’a pas permis d’apprécier le nombre de participants selon le genre, la valeur réelle des produits exposés, les effets économiques de ces manifestations pour les femmes plus spécifiquement.

Par exemple, l’association Kari Force à Fada reconnaît que grâce au soutien du projet, elle a pu vendre pour plus de 400.000 F CFA de produits lors du SIAO (2010). L’association reçoit régulièrement des coups de fils pour des commandes ponctuelles sur la base des contacts noués pendant les foires.

***L’organisation d’un dîner de mets de PFNL*:** Cette activité est importante pour susciter la consommation nationale de PFNL. Il était souhaitable que l’association des restauratrices et restaurateurs porte la manifestation. Les négociations n’ont cependant pas abouti pour permettre la tenue de dîners.

***L’appui à la création de petites unités de transformation des PFNL par la dotation en petits équipements :*** Dans la logique de promotion des PFNL, la valeur ajoutée que la transformation des produits à base de PFNL pourrait apporter nécessite fortement le soutien à la création et au fonctionnement de petites unités de production avec une vision de développement d’un entreprenariat féminin spécialisé dans le domaine. Ce choix résulte donc d’une bonne analyse de la situation qui à terme devrait propulser le secteur économique des PFNL où les femmes s’investissent plus par rapport aux hommes. Cependant, la stratégie d’équipements des associations n’a pas été clairement définie, ce qui a posé le problème de sa mise en œuvre (méconnaissance des équipements performants, coûts élevés des équipements). Aussi, quelques rares organisations ont pu bénéficier d’un équipement sommaire comme des hangars de vente pour les lianes goïnes et de balances pour les pesées (dans la Boucle du Mouhoun et au Nord).

Les bénéficiaires ont très souvent reçu la formation avec des équipements modernes adaptés (presses à huile, concasseur, moulin, torréfacteur..). Cependant, pour la plus part, ils/elles ne disposent pas de ces équipements pour pouvoir bien réinvestir les acquis de la formation. Ce qui pose souvent un problème soit, de non réinvestissement total par manque d’équipement, soit de réinvestissement non conforme. On s’est souvent posé la question de l’utilité de la formation en direction de certaines personnes. La question de l’équipement est à chaque fois posée, les bénéficiaires ayant reçu des formations qu’ils/elles ne peuvent mettre en pratique faute d’équipements adéquats.

Pour l’OS2, les activités planifiées ont été très partiellement réalisées. Exception faite des foires et journées promotionnelles, toutes les autres actions ont été à peine amorcées faute de ressources disponibles, mais surtout par manque de stratégie pertinente pour soutenir la mise en place des petites unités de production par l’appui en équipement. Le taux d’exécution atteint à peine 33% des actions planifiées.

* **Au niveau de l’Objectif spécifique 3**

**Pour l’atteinte du Résultat 3.1 « Les capacités techniques des acteurs et actrices sont renforcées»,** les activités ont porté sur :

***La sensibilisation des populations sur les PFNL :*** Au cours des deux premières années de mise en œuvre du projet, des rencontres d’échange ont été organisées dans les 13 Régions et les thèmes suivants ont été débattus :

* informations sur le projet ARSA/PFNL ;
* le concept des filières en général et celui des PFNL en particulier ;
* l’organisation des acteurs directs de PFNL ;
* l’identification des filières prioritaires de PFNL dans chaque région ;
* les opportunités de valorisation des PFNL ;
* la création et les missions de l’APFNL.

Des rencontres d’échanges ont été organisées avec des publics spécifiques :

* rencontre d’échanges avec les acteurs de la gomme arabique et de *Balanites* *aegyptiaca* de la région de l’Est ;
* rencontre d’échanges avec les acteurs de *Saba senegalensis* de la zone de Ouahigouya ;
* atelier sur la dynamisation de la filière gomme à Dori ;
* atelier de réflexion sur la filière miel ;
* atelier pour la dynamisation du Réseau Moringa ;
* rencontre de concertation des acteurs de PFNL issus du rônier.

L’implication des leaders d’opinion (autorités religieuses et élus locaux) et des autorités administratives a permis une grande mobilisation des acteurs. C’est le cas dans la Région du Sud Ouest où l’Evêque s’est très engagé en matière de valorisation des PFNL, comme facteur de lutte contre la pauvreté dans son diocèse.

***La formation des organisations de base sur diverses thématiques :*** Les formations ont constitué le volet principal de l’intervention du projet ARSA/PFNL. Les sessions de formations ont porté par ordre décroissant de participants/tes sur des thématiques variées à savoir :

* technique de transformation des fruits (liane/ *saba sénégalensis*, *lannea microcarpa*/raisin, *Adansonia digitata* / baobab*, sclerocarya birrea)* en jus, sirop, confiture, vin, biscuit
* technique de cueillette, séchage, conservation, des fruits (*saba sénégalensis),* feuilles de baobab et amandes de karité
* technique d’extraction huiles végétales et de fabrication de savon à base de ces huiles (*Balanites aegyptiaca,* graines de baobab, karité, neem)
* organisation pré coopérative des acteurs, gestion coopérative et financière et axes de valorisation (approche filière)
* diffusion des concepts de PFNL et PFNL porteurs de la zone
* gestion simplifiée et marketing de micro entreprise de PFNL (entreprise et famille)
* technique de prélèvement des organes de plantes médicinales, préparation, conditionnement et conservation utilisées en pharmacopée et bonnes pratiques d’extraction du bangui
* gestion durable des ressources naturelles et valorisation des PFNL (dont le *Moringa oleifera)*
* formation en technique de fabrication du soumbala
* initiation à l’approche ADM
* formation des agents de l’Agence en MS Access 2007 de Microsoft
* techniques de confection des objets d’art à partir de la paille
* méthodes de collecte de données statistiques de PFNL

La stratégie de mise en œuvre des formations a été bâtie sur une approche du faire-faire et de système de formation en cascades. Ainsi, il y a eu deux niveaux de formation : (i) la formation de formateurs, formatrices et des leaders de groupes, et (ii) la formation dite de masse des membres des organisations.

* + la formation de « formateurs/trices endogènes » sur des thématiques spécifiques (extraction des huiles à partir de différentes espèces forestières, techniques variées de transformation de PFNL). Cette option dite « formation de leaders d’association ou groupement » visait la valorisation de compétences endogènes, des économies d’échelle via la proximité de prestataires locaux, la maîtrise de la langue de la région pour faciliter le transfert des connaissances. Dans cette optique, certaines associations de développement privilégiant la promotion des PFNL et/ou la protection de l’environnement (AFAUDEB, Kari Force, AF/LTM, etc.) ont pu être identifiées, retenues et mandatées par la coordination du projet ARSA/PFNL comme prestataires de services pour dispenser un certain nombre de formation. A ce titre ces associations ont été à la fois bénéficiaires des appuis et prestataires de services pour le compte du projet.

Environ, 6545[[7]](#footnote-8) « formateurs/trices endogènes », dont 70% de femmes ont pu bénéficier d’un renforcement de leurs capacités et/ou d’un recyclage en fonction des thématiques développées.

* + les « formations de masse » ou formations « en cascade » ont été plus développées à travers des séances de restitution-démonstration à l’endroit des membres des groupements ou associations de référence du formateur ou de la formatrice endogène. Cette approche de démultiplication et de transfert des nouvelles connaissances acquises a souvent bénéficié également de l’appui technique d’un professionnel plus expérimenté depuis Ouaga (personnel technique du projet ou personnes ressources mandatées par le projet). Le transfert des connaissances aux autres membres de groupements sur les diverses thématiques développées annonce un chiffre global d’environ 25 175 producteurs et productrices ayant bénéficié d’appui du projet, notamment à travers l’organisation de « restitutions » ou de démonstrations des techniques apprises. Environ 86, 35% de femmes seraient concernées par ce transfert de nouvelles connaissances.
  + Les diverses techniques dispensées selon des méthodes plus pratiques que théoriques, mais dans des conditions souvent peu favorables à un apprentissage de qualité (nombre pléthorique des participants, insuffisance de matériels de démonstration adaptés, absence de supports traduits en langue[[8]](#footnote-9), etc.) laissent planer un doute quant à la qualité mais surtout à l’appropriation et l’utilité de certains acquis (cas des femmes de Dédougou et de Tchériba).

Les formations ont certes eu des effets sur les apprenants et apprenantes, mais la mise à leur disposition de matériel de récolte et de transformation adéquat aurait contribué à une plus grande efficacité. Ainsi, les commentaires suivants peuvent être faits pour situer sur l’efficacité de ces formations.

* **(i) Au niveau des équipements,** la pénibilité du travail a souvent handicapée les bénéficiaires, surtout des femmes, dans le réinvestissement des nouveaux acquis. Par exemple, pour le concassage de la graine de Balanites, la plupart des femmes entendues au cours de nos entretiens, sont unanimes pour dire que « le travail est très difficile et pénible ». Nombreuses sont les femmes qui ne se soucient plus du Balanites à cause de la pénibilité du concassage ou souvent par manque de matière première dans leurs zones. L’activité ne connaît pas ainsi une suite après la formation. Il en est de même pour la fabrication de sirop, jus et vins de lianes. Les femmes de Tchériba trouvent l’écoulement difficile et préfèrent sécher les lianes et les revendre, les bénéfices sont plus importants à ce niveau. Elles ont consacré beaucoup de leur temps pour participer aux formations et le projet a également mis des ressources importantes, mais il y a rarement de produits transformés à base de lianes.
* **(ii) Au niveau des participants/tes,** nombreux sont ceux et celles qui ont signalé le nombre souvent pléthorique des participants/tes pendant certaines sessions de formation. Ce nombre très variable selon les régions et les thématiques pouvait aller de 14 à 100 personnes par session d’une à 4 journées, voir même 6 journées parfois, ce qui n’est pas pédagogique. Par exemple dans la région de l’Est, Kari force, AFAUDEB et Yamboado sont unanimes à reconnaître que les formations dispensées à l’Est ne peuvent pas garantir un bon niveau d’appropriation des nouvelles connaissances.
* **(iii) Au niveau des supports de formation,** dans la plupart des formations qui ont été dispensées, aucune fois il ne nous a été signalé que les formateurs/ trices ont remis un support de formation aux participants/tes, même si ces apprenants/tes sont analphabètes en majorité (ne sachant toujours ni lire, ni écrire). Il s’agit pour la plupart des cas de participants/tes. Néanmoins, s’il n’y a aucun support adapté qui reste, pour le formé, il se pose un réel problème d’appropriation. Plus grave encore, il a été signalé des cas où la formatrice (région de l’Est) a refusé de communiquer la composition de certains produits. Par exemple pendant une formation à l’Est, des questions de rivalité et de concurrence ont amené des formatrices à dissimuler les recettes pour certaines compositions. Les participantes s’en sont plaintes et nombreuses ne se sont pas appropriées la technique de fabrication du savon de Balanites. Le manque de suivi également n’a pas permis de corriger à temps cet écart. Les points suivants ont du reste été inscrits dans le rapport formation en extraction d’huile de balanites et en fabrication de savon dans la région de l’Est du 22 au 25 juin 2009 : « lors de la fabrication du savon, les noms des éléments n’ont pas été révélés par la formatrice », « l’humeur de la formatrice et surtout son refus de n’entendre aucune forme de question lors de la fabrication du savon », « le nombre élevé des participants ».
* **(iv) Au niveau du rapportage**, l’analyse des rapports de formation laisse voir une certaine liberté donnée au formateur pour la rédaction du rapport. Il est très difficile d’en faire une synthèse pour relever les points faibles et les prendre en compte pour les futures formations. La coordination du projet n’a pas fait l’effort d’élaborer un canevas type de rapportage pour permettre à chaque formateur de capitaliser convenablement le processus de la formation afin de lui permettre d’en tirer des enseignements pour améliorer les apprentissages. La qualité des rapports de formation est très variable, la majorité des rapports consultés sont peu exhaustifs avec des faiblesses dans le rendu des sessions (profil des apprenants/tes, méthode/ outils, pédagogie, supports, langue, appréciation du comportement/ attitude et aptitude des apprenants/tes, conditions de transfert des connaissances, etc.) avec parfois des coupés collés et sans inscription des auteurs des rapports.
* **(v) Au niveau de l’évaluation des formateurs et formatrices**, les investigations indiquent qu’il n’y a jamais eu une évaluation des formateurs. Alors que c’est un principe qui aurait permis au projet de discuter périodiquement avec eux sur le processus et le contenu des formations afin de faire des propositions d’amélioration pour les prochaines sessions. Le fait de « faire confiance » aux formateurs n’excluait pas non plus que le projet leur demande de fournir une proposition de déroulement des sessions de formation afin d’avoir un œil sur les contenus proposés et la démarche à mettre en place au regard du profil, des participants/tes et de la thématique développée.
* **(vi) Au niveau du nombre de formations,** certains bénéficiaires des formations, notamment les femmes de la Boucle du Mouhoun sur la fabrication de vins, jus et sirop à partir de la liane ont affirmé n’avoir pas vraiment bien maîtrisé les contenus de la formation. Elles estiment que pour la thématique, elles ont bénéficié d’une seule session de formation et que cela ne leur a pas permis de bien s’approprier les contenus. Le même constat a été fait sur plusieurs formations qui ont été organisées en une seule fois. Le besoin de recyclage s’impose car cela explique également pourquoi la grande majorité des femmes n’a pas pu commencer cette activité après la formation. Cette option plus pratique qui a consisté à capaciter différentes catégories d’acteurs aussi bien dans le domaine techniques à travers divers actions de formation relatives à l’identification, la collecte, la conservation, la transformation, la vente, la gestion, la protection, etc. de la ressource PFNL ; que dans le domaine de l’organisation et la structuration plus professionnelle des acteurs et actrices impliqués directement et/ou indirectement dans la promotion des PFNL a été un volet important développé pour des résultats assez satisfaisants. Cette option pertinente a pu être néanmoins bien amorcée pour répondre en effet à un besoin pressant des acteurs à différents niveaux (bénéficiaires directs des appuis, partenaires institutionnels national et décentralisé) pour que les PFNL dans leurs diversités puissent être exploitées et gérées au mieux des revenus surtout pour les femmes.

***L’alphabétisation***, une activité identifiée comme très importante au départ n’a finalement pas été mise en œuvre. Au regard du faible niveau d’alphabétisation des membres des organisations, l’alphabétisation aurait peut être permis à bon nombre de mieux s’approprier les contenus des formations. La coordination du projet évoque des contraintes budgétaires, mais au regard des ressources qui sont restées à la fin du projet, nous pensons surtout que c’est du à une insuffisance au niveau de l’organisation et de la planification à la coordination du projet.

***L’organisation de voyages d’échanges d’expériences au profit des réseaux d’acteurs de PFNL :*** Un seul voyage d’échange (2009) a été organisé au cours de la mise en œuvre du projet. Il a concerné seulement 15 productrices de diverses régions et engagées dans la fabrication du soumbala. Ce voyage leur a permis de visiter des unités de transformation de soumbala àOuagadougou, Fada et Dédougou. Elles ont, à l’occasion, échangé sur les expériences réciproques en matière de fabrication de soumbala et partagé les préoccupations communes en termes d’approvisionnement en matière première et de commercialisation de la production. Ce voyage d’échange a suscité un réel intérêt pour les femmes qui estiment que ces échanges ont changé positivement leur manière de faire. Par exemple, les femmes de l’Association Tin Fin de Fada affirment que grâce à ce voyage, elles ont appris des techniques pour aller plus vite dans la production du soumbala en cas de grande commande (le mélange avec la cendre pour accélérer le séchage par exemple pratiqué par les femmes de Dédougou et dont elles s’inspirent en ce moment.). On peut se poser la question de la pertinence du choix de cette thématique qui du reste semble maintenant bien maîtrisée par les femmes au niveau national. Y a t’il vraiment eu une valeur ajoutée à partir de cette expérience ? A cette interrogation, ce voyage d’échange répondait plus au besoin de lancer un processus dynamique visant la mise en place et la fonctionnalité d’un réseau fort et dynamique. Dans cet esprit, commencer à partir d’une « activité pratique et plus facile » à mettre en œuvre sur le terrain a guidé au choix de la «filière néré » pour amorcer ce réseautage. Dans cette même logique, l’AMIFOB a fait un grand travail de sensibilisation, de formation, d’identification de productrices reconnues de soumbala (les régions de la Boucle du Mouhoun et du Centre, étant sa zone d’intervention) et amorcé également la création d’une faîtière de la filière néré. Mais avec la réflexion en cours au niveau national sur l’interprofession, il lui a été demandé de sursoir à son « élan de structuration » pour être plus en phase avec les nouvelles options nationales en la matière. Néanmoins, des productrices dont les produits sont fort prisés aussi bien au niveau national que dans la sous région existent comme personnes de référence dans différentes communes de Ouagadougou pour des visites d’échanges.

**Pour l’atteinte du Résultat 3.2 « Les capacités organisationnelles des acteurs sont renforcées et un réseau des acteurs de la filière des PFNL est mis en place et fonctionnel »,** les activités suivantes étaient prévues.

* Création et animation des réseaux d’acteurs de PFNL
* Organisation d’ateliers régionaux et nationaux sur les PFNL

On note malheureusement qu’aucune de ces activités n’a été réalisée au cours du projet. Le projet n’a pas pu orienter ses activités vers le renforcement des capacités organisationnelles identifiées pourtant comme un besoin essentiel dans les différents diagnostics et planifiées dans le projet. Comme pour l’alphabétisation les insuffisances au niveau de l’organisation et de la planification à la coordination du projet n’ont pas permis de réaliser ces activités.

**Pour l’atteinte du Résultat 3.3 « Les capacités du Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie sont renforcées** **»,** les activités ont porté sur :

***La formation de l’équipe du projet et du personnel de la structure de tutelle* :** Elle a été constatée à travers :

* l’atelier d’information sur le projet ARSA/PFNL et l’approche ADM, au profit des 13 Directeurs Régionaux de l’Environnement et du Cadre de Vie ;
* la Communication sur les PFNL et le projet ARSA/PFNL à un atelier de recyclage ayant regroupé plus de 300 agents forestiers ;
* la communication/module de formation/information à l’ENEF

La participation d’agents aux sessions de formations dispensées aux producteurs dans les Régions devait permettre à ces derniers de renforcer leurs capacités sur les thématiques dispensées. Mais, malheureusement, les investigations sur le terrain permettent de dire que les agents n’ont pas réellement suivi ces formations. Ils ont été plutôt présents pour aider à organiser la logistique et les invitations des producteurs et productrices, mais n’ont pas réellement été considérés comme bénéficiaires directs des sessions d’information/ formation.

Cependant, deux sessions de formations ont été dispensées au profit du personnel de l’APFNL. Il s’agit de la formation au logiciel Access et de celle sur l’initiative à l’approche ADM.

Les formations organisées par le Projet de Renforcement des Capacités de la Direction Générale de la Coopération (PRC/DGCOOP) au profit des coordonnateurs de projets et programmes/PNUD ont connu la participation de l’équipe du projet ARSA/PFNL, plus spécifiquement du coordonateur et parfois du comptable. Les principaux ateliers de formation ont porté sur les thématiques suivantes :

* *Règles et procédures de gestion des projets et programmes financés par le PNUD ;*
* *Le programme d’investissement public (PIP) ;*
* *Procédures douanières et fiscales relatives à la gestion des programmes et projets ;*
* *Gestion des marchés de travaux et fournitures ;*
* *Management des projets orienté vers les résultats ;*
* *Logiciel ATLAS ;*
* *Logiciel PAM ;*
* *Formation en genre ;*
* *Leadership et changement.*

***L’organisation de voyages d’études*** **:** Le coordonnateur, au cours de la phase du projeta pris part à deux voyages d’études à l’extérieur :

* Une mission en Gambie, co-organisée avec l’ONG Tree Aid, pour échanger sur l’expérience de l’utilisation de l’approche ADM dans le secteur forestier ;
* Une mission d’échanges d’expériences sur l’utilisation de l’huile de pourghère (Jatropha curcas) dans le fonctionnement des plates formes multifonctionnelles au Mali, organisée par le programme PTF-MF.

***La contribution à la formulation d’une stratégie nationale de promotion et valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux au Burkina Faso*:** Le projet TCP/BKF « Formulation d’une stratégie nationale de promotion et de valorisation des PFNL au Burkina Faso », financé par la FAO et mis en œuvre pour la période 2008 – 2010 a bénéficié d’un apport du projet ARSA/PFNL. En effet, outre les études spécifiques complémentaires réalisées dans le cadre du TCP, les données et informations collectées par le projet ARSA/PFNL ont été largement exploitées à cet effet. La contribution du projet s’est également traduite par l’appui technique, matériel et financier lors des ateliers d’amendement et de validation du document de stratégie.

L’appréciation globale relative à l’exécution des huit grandes activités planifiées pour cet objectif, fait apparaître un taux d’exécution estimé à 75%. C’est l’OS qui a le plus été dynamique avec un succès affecté à la contribution du projet pour la formulation de la stratégie nationale de promotion des PFNL. Ce point largement positif et bien apprécié des différents partenaires du projet laisse entrevoir des perspectives plus encourageantes pour tenter de pérenniser les quelques acquis que le projet aura permis d’engranger.

* **Au niveau de l’Objectif spécifique 4**

**Pour l’atteinte du Résultat 4.1 « Des partenariats et des synergies sont développés entre agences du SNU, d’autres Partenaires Techniques et Financiers, ainsi que des projets et programmes similaires»**, les activités suivantes étaient prévues :

***Le lobbying pour un partenariat dans le domaine des PFNL***: a été porté aussi bien par la coordination du projet que par le PNUD, en tant que chef de file des PTF en matière de gestion des ressources forestières. La participation de la coordination du projet (DG de l’APFNL, Coordonnateur du projet) y compris le cadre de concertation des PTF environnement à diverses rencontres a permis de partager les préoccupations communes sur le secteur des PFNL avec d’autres acteurs. Les résultats et les effets escomptés de la mise en œuvre du projet sont les gages d’un investissement plus accru des partenaires techniques et financiers et des partenaires institutionnels à différents niveaux à condition qu’un mode de collaboration effectif et validé entre les parties soit effectif. En effet, ce projet pilote devrait donner des motifs suffisants de satisfaction pour une meilleure mobilisation de ressources au niveau national afin de garantir le succès de la stratégie nationale, dont le premier plan d’action vient d’être amorcé.

Par ailleurs, le partenariat et la synergie d’action se sont traduits concrètement par :

* l’organisation conjointe d’ateliers avec d’autres PTF et organismes (Tree Aid, PADABII, INERA, IUCN) ;
* l’élaboration et la mobilisation financière à travers d’autres composantes des PFNL à savoir :
* le projet TCP/BKF « Formulation d’une stratégie nationale de promotion et de valorisation des PFNL au Burkina Faso », financé par la FAO pour la période 2008-2010, dont les principaux éléments ont été issus de la capitalisation des acquis et enseignements du projet ARSA/PFNL ;
* le projet « Assistance aux ménages vulnérables victimes de malnutrition et de chocs climatiques et économiques à travers la valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux au Burkina Faso » ; financé par la Coopération Suisse et exécuté par la FAO/Burkina pour la période 2009 – 2010 ;
* le Projet d’Amélioration de la Gestion et de l’Exploitation Durable des PFNL (PAGED/PFNL) financé par le Luxembourg pour la période 2010 – 2013. Ce projet vient renforcer les acquis du projet ARSA/PFNL et se présente comme un début de mise en œuvre du plan d’action de la stratégie nationale de valorisation des PFNL. Avec ce nouveau projet, les responsables de l’Agence y voient une opportunité de pallier les insuffisances du projet ARSA/ PFNL surtout en matière d’accès à des équipements adaptés, au crédit et à l’amélioration des stratégies d’intervention en matière de renforcement des capacités ;
* Le Projet de Gestion Participative et Durable des Forêts dans la Province de la Comoé (PROGEPAF) sous tutelle du MECV. Il est basé sur la responsabilisation de la partie nationale et la Coopération japonaise à travers l’expertise de la JAFTA, œuvre à cet effet au renforcement des capacités de la population riveraine de quatre forêts classées (Toumousséni, Bounouna, Gouandougou et Kongouko) et des structures concernées. La concertation sera également promue entre les différents partenaires de la gestion durable des ressources forestières au niveau de la Province de la Comoé. La durée du projet est de cinq ans (juillet 2007 à juin 2012)

Au regard de ce qui précède, on peut affirmer que l’APFNL entretient un réseau de partenariat en matière de PFNL. Le souci qui se pose actuellement à l’Agence est d’arriver à harmoniser les approches d’intervention et les procédures de financement. La collaboration avec les structures de recherche et les innovateurs privés pour développer larecherche-action sur les PFNL qui est restée également timide au cours de la phase.

### 2.3.2 Processus approche et démarche utilisée dans la mise en œuvre du projet

La **stratégie développée pour l’identification des bénéficiaires directs** des appuis du projet a suivi un processus dynamique privilégiant plus :

* la connaissance du milieu et le dynamisme des associations ou groupement de femmes actives dans le domaine d’activité des PFNL par la coordination du projet, la collaboration avec le service de l’environnement et/ ou de la promotion de la femme selon les régions (Boucle du Mouhoun surtout) qui a permis dans un premier temps d’identifier les acteurs de PFNL. Sur la base des résultats de ce recensement et sur la base des besoins exprimés par ces derniers, l’offre du projet suivait (formation, participation à des foires, etc.
* l’intérêt des acteurs de terrain et leur promptitude à faire remonter directement auprès de la coordination du projet, des requêtes d’appui (formation, crédit, équipement, organisation) suite à la diffusion de l’information sur le lancement du projet,
* la contractualisation des prestations de services pour la formation des acteurs via des structures relais de proximité.

Ainsi, au **regard du nombre et de la nature des appuis en direction des bénéficiaires directs**, on peut estimer une couverture régionale assez vaste avec néanmoins des disparités sur le terrain. Cette approche a eu l’avantage d’élargir le champ d’action et d’information sur les opportunités offertes par la promotion des PFNL, mais est restée assez limitative. Par ailleurs, la visibilité médiatique (CD des entretiens et visites terrain par le PNUD, photos) et la confection de supports pédagogiques (dépliants, calendriers, prospectus, etc.) a été également un moyen efficace pour faire connaître et initier des appuis à la demande sur le terrain.

**Les invitations et/ou participations des services techniques déconcentrés de l’environnement, du ministère de la promotion de la femme**, des autorités administratives, religieuses ou de leaders d’opinions actifs dans le domaine des activités de développement des femmes en particulier en lien avec le secteur des PFNL aux activités de formation, de sessions d’information/ sensibilisation sur les PFNL ont été bien appréciées dans leur ensemble. Les bénéficiaires et personnalités conviées ont néanmoins déploré le fait « d’une présence rapide » juste pour l’ouverture ou la clôture de sessions. Cette dimension purement protocolaire n’a pas permis une mesure appropriée des contenus et des effets des connaissances acquises par ces représentants des services techniques. Néanmoins, on peut relever l’implication de certaines directions régionales dans l’élaboration du PTA 2010 et lors des concertations organisées pour la définition de la stratégie nationale sur les PFNL.

**Les équipements.** Ce volet n’a pas été pris en compte par le projet. Les formations ont donc résolu à moitié le problème de transformation des PFNL et le projet laisse par endroit un goût d’inachevé car les organisations ont fait l’apprentissage de techniques qu’elles ne peuvent pas valoriser par manque d’équipements. D’une manière générale le problème d’équipements adaptés à la cueillette et à la transformation des PFNL demeure latent. Néanmoins la question de la facilitation de l’accès des acteurs à l’équipement pourrait trouver une solution avec la mise en œuvre du PAGED (2010-2013).

**Les formations.** (i) Au niveau des formations, la stratégie utilisée par le projet a permis de valoriser les compétences de formateurs endogènes qui ont quelques fois été couplés à des formateurs professionnels. Cette stratégie a permis d’employer des personnes de la localité pour animer les sessions de formation ; ce qui a généralement été bien apprécié par les bénéficiaires. (ii) De plus, un des objectifs du projet était de contribuer au renforcement des capacités des agents. Ce renforcement de capacités, n’a pas été effectif au niveau des services déconcentrés, pendant que les opportunités se présentaient pourtant à travers le projet ARSA/PFNL. En effet, comme cela a été relevé, si les agents sur le terrain étaient impliqués dans le processus, après la sélection du prestataire de formation, il aurait été plus judicieux de leur communiquer les termes de référence de la formation, et de s’assurer qu’ils prennent part à la formation au lieu de se présenter seulement pour la cérémonie d’ouverture. Ces agents auraient pu contribuer au respect des cahiers de charge, ils auraient renforcé également leurs capacités ; les concepts de PFNL étant encore assez novateurs et peu connus par les agents forestiers. Une copie du rapport de formation devrait revenir au service local pour archivage et capitalisation. On pourrait alors parler de renforcement de capacités. Ce qui n’a pas été le cas.

**Le suivi évaluation/capitalisation.** L’absence d’un dispositif de suivi interne du projet malgré les multiples interprétations du PNUD a porté préjudice à :

* la planification rationnelle des activités
* la collecte des informations
* l’élaboration de rapports périodiques de qualité

On constate par exemple qu’un volet important n’a pas été mis en œuvre, notamment le résultat 2 de l’objectif spécifique 3 formulé comme suit **« Les capacités organisationnelles des acteurs sont renforcées et un réseau des acteurs de la filière des PFNL est mis en place et fonctionnel».** Si le projet disposait d’un tableau de bord de suivi, ce volet n’aurait pas été occulté.

De plus, on note que le projet qui devait permettre de générer des données pertinentes sur la rentabilité des PFNL n’a pas pu rendre disponibles ces données. Aujourd’hui, l’importance des PFNL n’est plus à démontrer au regard de l’engouement constaté sur le terrain. Cependant, on ne dispose pas encore à ce stade de données fiables sur les productions, sur la rentabilité et sur l’augmentation des revenus des femmes que le projet aurait dû contribuer à mieux appréhender dans son effectivité.

Le projet aurait pu se concentrer sur certaines zones spécifiques, mettre les moyens suffisants pour le suivi et la capitalisation. Cela aurait permis de capitaliser suffisamment et de disposer de nos jours de données pertinentes sur les PFNL en termes de quantité de production, de rentabilité et d’amélioration des revenus des acteurs. Par exemple s’il y avait eu un dispositif de suivi et de capitalisation qui impliquait suffisamment le niveau local (au regard de la faiblesse du personnel ARSA), cela aurait permis d’assurer un suivi rapproché et de répondre à un des objectifs du projet relatif à la mise à disposition de données fiables et pertinentes sur les PFNL.

Le suivi depuis Ouaga du personnel à travers quelques missions de supervision sans outils de suivi bien élaborés n’a pas permis de disposer d’informations organisées devant faciliter la synthèse à travers un rapportage systématique et une capitalisation des enseignements à même de rendre les efforts d’appui du projet plus et mieux visibles. A cela, il faut rajouter la difficulté à trouver des « indicateurs pertinents en matière de PFNL » du manque / insuffisance de données assez fiables (économie) et au regard de l’intérêt assez récent de ces produits comme secteur « richement potentiel » à l’augmentation des revenus des femmes, à la contribution des PFNL à intégrer dans la comptabilité environnementale.

En rapport avec ces constats, on est amené à se poser les questions suivantes. Qu’en est-il du suivi fait par le PNUD et du Comité de pilotage pour donner les grandes orientations ?

* En 2007, le projet a organisé deux rencontres avec un comité de pilotage informel. Un premier comité de pilotage du projet ARSA/PFNL a été créé en 2008. Avec la création de l’APFNL et l’existence d’autres projets sur les PFNL, il a été créé en août 2009 un comité conjoint de pilotage des projets d’appui à la valorisation et à la promotion des PFNL sous la tutelle du MECV. Le comité conjoint de pilotage (CCP) s’est toujours réuni au moins une fois dans l’année pour apprécier le rapport d’activités de l’année écoulée et le plan de travail de l’année en cours. Des recommandations du comité de pilotage, il importe de relever celles relatives : (i) à l’adoption d’un canevas unique de rapportage des activités des projets sous tutelle APFNL ; (ii) à la relecture de l’arrêté portant mise en place du CCP pour y inclure les acteurs bénéficiaires ; au recrutement d’un spécialiste en filières au sein de l’équipe du projet ; à la participation à chaque fois que de besoin, des partenaires clés intervenant dans les domaines des PFNL mais non membres du comité de pilotage. Comme on peut le constater, il y a un risque énorme de confusion entre les activités des différents projets sur lesquels doit statuer le comité et sur la possibilité d’analyser à fonds certains aspects liés à la logique d’intervention des projets dans un tel cadre.
* Les rapports d’activités[[9]](#footnote-10) indiquent trois missions de consultants externes du PNUD pour apprécier la mise en œuvre d’ensemble des projets PNUD. C’est à titre, que le projet ARSA/PFNL a pu être apprécié. Il s’agit de la mission d’évaluation des activités de développement au Burkina Faso (sept 2009), de la mission de revue à mi-parcours de l’UNDAF 2006/2010 (août 2008) et de la mission d’évaluation du programme pays 2006 – 2010 (décembre 2009). Ces missions présentent ARSA/PFNL comme « une expérience pilote déclencheur réussie. Comme principales faiblesses et risques, elles rappellent les questions de la surexploitation de la ressource. Le projet a suscité un engouement d’acteurs et des AGR tout azimut sont développées à partir des PFNL. Il est alors important d’adopter une approche qui prenne en compte la sauvegarde de la ressource, met l’accent sur l’organisation des acteurs, appuie les organisations en équipements et travaille à résoudre le problème d’écoulement de leurs produits ». **Ainsi donc, ces missions avaient déjà attiré l’attention du projet sur les aspects d’organisation des acteurs, d’équipements, d’écoulement et de sauvegarde de l’environnement et plus spécifiquement de la protection des ressources PFNL.**
* En plus de ces suivis, la chargée du suivi du projet au niveau du PNUD a au cours de la phase, effectué deux missions terrain (Dédougou/Tchériba et Matiakoali) pour se faire une idée des réalisations, ce qui est jugé insuffisant[[10]](#footnote-11). Au plan technique, des interpellations répétées ont été lancées en direction de la coordination du projet pour améliorer la régularité et surtout la qualité des rapports techniques produits et transmis au PNUD. Sur ce point, des efforts importants restent à fournir par la coordination du projet.

**Niveau d’implication des services régionaux/ départementaux de l’environnement.** La plupart des bénéficiaires ont noté l’absence de suivi pendant les formations, mais aussi après. Si le suivi avait bien fonctionné, et s’il y avait eu de la délégation au niveau des services forestiers locaux, la coordination ne pouvant tout faire, un travail profond de suivi aurait certainement permis, pendant la formation de faire l’assurance qualité, et après la formation de suivre et capitaliser le réinvestissement des formations (cahier de gestion, compte d’exploitation, etc.). Cela aurait certainement permis de produire des données fiables sur les PFNL. Le service local de l’environnement a très souvent été sollicité pour passer des informations, pour organiser les formations. Il n’a pas chaque fois été associé à la conception, alors qu’il s’agit d’un maillon essentiel du dispositif de part sa permanence sur le terrain.

Avec la mise en place récente d’antennes de l’APFNL au niveau de quatre régions (Est, Ouest, Centre et Nord) composée de 3 agents affectés par arrêté ministériel et logés au sein de la Direction Régionale, si des mesures d’accompagnement ne sont pas prises (note directive de mission, outils de suivi, ressources à temps, etc.), le problème de suivi risque de se poser à nouveau. On peut donc dire que la création et la mise en place de ces antennes constituent une opportunité pour améliorer le suivi et la capitalisation.

### 2.3.3 Efficience

#### 2.3.3.1 Respect de la planification

Le démarrage du projet : Prévu démarrer en 2006 pour 5 ans, le projet ARSA/PFNL a finalement démarré en 2007 avec une année de retard. Ce démarrage tardif n’ayant pas permis la mise en œuvre des activités comme initialement planifié s’explique par les calculs des ministères concernés pour placer chaque projet du Programme initial sous la tutelle d’un ministère. Ce retard s’explique également par le faible intérêt porté au départ par le ministère de l’environnent sur la question des PFNL.

Le retard dans le déblocage des ressources : Le déblocage de la première tranche du financement intervient toujours en fin du premier trimestre de l’année en cours et très vite la mise en œuvre des activités du projet est rattrapée par la campagne champêtre, période d’indisponibilité des populations rurales. Il faut alors « courir pour rattraper le temps », ce qui ne permet pas de s’assurer de la qualité des prestations et de leur rendu.

La faible mise en œuvre de nombreuses activités : L’analyse du niveau de réalisation des activités du projet laisse voir que certaines activités n’ont pas été mise en œuvre jusqu’à la fin du projet, ne respectant pas ainsi la planification initiale. Ce qui donne un taux d’exécution approximatif moyen de 58%. Parmi les activités planifiées et non réalisées et/ ou en cours, on peut citer :

1. La réalisation d’inventaires des ressources pourvoyeuses des principaux PFNL et l’évaluation du potentiel PFNL au plan national. Cependant, quelques résultats d’études de cas dans certaines régions réalisées par des stagiaires et une convention avec la direction du suivi écologique du ministère (TCP/ FAO) disponibles ont servi de documents de travail pour le projet ;
2. La réalisation de l’état des lieux de la recherche sur les PFNL, dont le rapport provisoire vient d’être déposé (fin mars, au cours de la mission finale d’évaluation) et dont les résultats restent à être validés par un comité technique ;
3. La collecte des données statistiques sur les quantités annuelles de PFNL exploitées, consommées et commercialisées juste amorcée (cf. études de cas des stagiaires) à cause de la sous évaluation des coûts des études ;
4. La définition des normes et outils de collecte de données sur la production et le commerce des PFNL, dont les résultats ne risquent pas d’être disponibles de si tôt. La perspective de l’inscrire dans le nouveau programme PAGED n’est pas non plus rassurante à cause des standards actuels qui aujourd’hui disposent de très peu d’information et d’expériences sur les PFNL. En lien avec les missions de l’agence et à travers la « certification forestière » en cours, mais qui pour le moment ne tient pas compte des PFNL, on peut parler d’activité également en amorce ;
5. La mise en place d’un système statistique et d’un système d’information sur les marchés (SIM) des PFNL ;
6. La création d’une base de données sur les PFNL, dont une maquette disponible, reste à être alimentée ;
7. L’appui à la création de petites unités de transformation des PFNL par la dotation en petits équipements très faiblement amorcé (équipement de démonstration et hangars uniquement). Néanmoins, un répertoire non exhaustif des besoins en équipement a pu être réalisé (nature, type, estimation des coûts) et des contacts ont été pris avec des institutions de recherches (CEAS, INERA, FRSIT, etc.) pour approfondir la question et trouver des moyens pour mettre à disposition des acteurs des équipements adaptés (technologie et coût) ;
8. La création et l’animation des réseaux d’acteurs de PFNL (problème technique au départ une activité qui aurait pu se mettre en place facilement : idée du réseautage différents de l’interprofession, d’où besoin d’identification/ répertoire des acteurs par région.

#### 2.3.3.2 Relation ressources/production

**L’utilisation de formateurs endogènes**

L’implication de formateurs endogènes a permis au projet de faire des économies d’échelle. En effet, dans la mise en œuvre du projet ARSA/PFNL, la plupart des formations ont été animées par des formateurs endogènes dont les coûts des prestations sont nettement inférieurs (50% moins chers) aux coûts des formateurs déplacés des grandes villes. On peut dire que le projet a trouvé une alternative pour dispenser les mêmes formations à des coûts moindres.

***Budget prévu/Budget dépensé***

Le tableau qui suit présente les budgets prévus et réalisés pendant les quatre années par ARSA/PFNL. Il donne également des indications sur le taux d’exécution et le solde.

Tableau 5 : Niveau d’exécution budgétaire

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Budget Initial** | **Budget consommé** | **Solde** | **%** |
| 2007 | 75 246 850 | 74 727 376 | 519 474 | 99% |
| 2008 | 95 197 050 | 88 792 650 | 6 404 400 | 93% |
| 2009 | 85 050 000 | 83 155 565 | 1 894 435 | 98% |
| 20010 | 95 000 000 | 93 104 500 | 1 895 500 | 98% |
| **Total** | **350 493 900** | **339 780 091** | 10 713 809 | 97% |

On note que les taux d’exécution financière se situent entre 93% et 99%. Le plus fort taux d’exécution budgétaire est enregistré en 2007. On remarque également que malgré les difficultés financières présentées, le projet n’arrive pas à consommer la totalité du budget mis à disposition. Par exemple en 2008, on constate qu’un montant de 6 404 400 CFA n’a pu être consommé. Le solde qui est ainsi perdu pour les quatre ans du projet s’élève à 10 713 809 CFA. Ce montant aurait certainement permis d’acquérir quelques équipements, d’organiser des formations complémentaires, d’éditer des modules en langues nationales ou d’organiser des voyages d’échanges.

L’analyse des sources de financements indique que seule la contribution du PNUD a permis de mettre en œuvre le projet. L’Etat qui était attendu n’a pas pu mobiliser les financements complémentaires.

La modalité NEX (exécution nationale) privilégiée par le PNUD pour la mise en œuvre de ce projet a facilité les décaissements en plus de la flexibilité accordée à la partie nationale quant aux procédures administratives pour la réalisation des activités (recrutement, commande et achats des biens et services, etc.). C’est ce qui explique aussi le bon niveau d’exécution financière avec un taux très appréciable. Par ailleurs, des audits des comptes et les justificatifs d’utilisation des ressources selon les formats PNUD ont été validés annuellement sans difficultés majeures.

## 2.4. Effets/impacts

Bien que les résultats du projet en termes de taux d’exécution technique soient assez faibles et mitigés, quelques effets émergents induits par les actions du projet sont perceptibles et peuvent être regroupés autours des grands volets suivants :

### 2.4.1. Au plan politique/ stratégique

L’existence d’une stratégie nationale de valorisation et de promotion des produits forestiers non ligneux depuis juillet 2010 et dont le premier plan d’action est en train d’être amorcé atteste d’un intérêt de plus en plus croissant des décideurs à donner à ce secteur plus d’attention. Logiquement, la mobilisation de ressources plus conséquente devrait alors accompagner le nouveau programme qui prend la relève du projet ARSA/ PFNL. En effet, le projet ARSA/ PFNL au départ avec de grandes ambitions, mais avec des ressources limitées a su « accrocher et rendre visible le potentiel stratégique des PFNL » comme ressources contributives potentiellement significatives et non négligeable au produit intérieur.

Par ailleurs, la création d’une Agence pour la promotion des PFNL élevée au rang de Direction Générale est un acquis fort « née sur des bases solides » puisque cette agence reprend à son compte les enseignements des projets précédents précurseurs dans le domaine de la valorisation et de la promotion des PFNL à travers l’exécution du projet ADM soutenu par l’ONG Tree Aid, notamment.

* C’est grâce au projet ARSA que les PFNL ont émergé mieux au niveau du ministère, ce qui a valu la mise en place de l’agence et c’est aussi grâce au projet qu’on a commencé à voir des PFNL exposés dans les foires » propos du DR-MEDD- Est.
* La prise de conscience par l’Etat de l’importance des PFNL à ne plus considérer comme ressources secondaires » a également accéléré le montage rapide du PAGED qui bénéficie d’un financement du Luxembourg. Cette prise de conscience peut être considérée comme un effet immédiat du projet ARSA/ PFNL, selon le DG/ APFNL.

Sur le terrain, plusieurs projets et programmes de développement s’intéressent de plus en plus à la thématique et n’hésitent pas à l’intégrer dans leurs domaines d’intervention, notamment en lien avec l’appui aux AGR en direction des femmes plus spécifiquement. A titre d’exemple on peut citer :

* Le Projet d’Appui à la Gestion participative des Ressources Naturelles (PAGREN), appuyé par le Luxembourg dans la Région des Hauts-Bassins pour la période 2006 – 2011 ;
* Le Programme d’Appui au Développement de l’Agriculture du Burkina Faso, Phase II (PADAB II), financé par le Danemark de 2006 à 2011 ; ce programme est placé sous la responsabilité du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques et a une composante ‘’développement rural décentralisé’’ qui intègre la filière Karité dans la région de l’Est et la filière Gomme arabique dans la région du Sahel ;
* Le Projet d’Amélioration de la Productivité et de la Sécurité Alimentaire (PAPSA) financé par la Banque Mondiale ; ce projet est en cours de démarrage et envisage la prise en compte de quatre produits forestiers non ligneux autour de 7 aires protégées dans la région de l’Est ;
* Le Programme Décennal d’Action de l’Environnement et du Cadre de Vie 2006-2015 (PDA/ECV) et le premier Programme Triennal (2009-2011) de mise en œuvre du PDA (PROTECV) a ciblé les filières prioritaires (7)suivantes à promouvoir durant le triennat : PFNL issus d’***Adansonia digitata*** (baobab),du ***Balanites aegyptiaca*** (dattier du désert)*,* du***Tamarindus indica*** (tamarinier),de ***Parkia biglobosa*** (néré)et de***Saba senegalensis*** (liane goïne), ***Vitellaria paradoxa*** (karité), les **gommes et résines**. Selon les spécificités des régions, la prise en compte d’autres filières est possible (cas par exemples des produits de la pharmacopée et des PFNL issus du rônier).
* **Le Projet de Gestion Participative et Durable des Forêts de la Comoé** financé par la coopération Japonaise. Il s'agit de la gestion participative et durable de 4 forêts classées dans la province de la Comoé.

Comme autre effet positif, on peut relever l’engagement paysan pris lors des Journées Nationales du Paysan (JNP) 2009, devant le Chef de l’Etat de mettre en place une structure faîtière pour la gestion des PFNL. Ce qui découle sans conteste d’un effort préalable d’information et de sensibilisation pour aboutir à cette volonté de structuration qui répond en outre à la politique nationale agricole en matière de professionnalisation des acteurs des filières agro sylvo pastorales. A ce titre des structures faîtières sont entrain de s’organiser autour des 4 filières prioritaires suivantes : amandes de karité, PFNL issus du baobab, du B*alanite*s et du tamarin.

Sur le terrain, les organisations rencontrées (Dano, Fada, Dédougou) sont effectivement dans cette logique de structuration pour une meilleure professionnalisation de l’activité. Mais comme l’ont souligné plusieurs structures techniques, « beaucoup de travail » reste à faire à ce niveau.

Au-delà des bénéficiaires directs du projet, grâce aux renforcements des capacités, aux expositions, et efforsts de visibilité des activités du PNUD à travers les médias, on peut dire que « la prise de conscience sur l’importance des PFNL est maintenant une réalité au Burkina Faso », comme le souligne également la chargée du projet ARSA au niveau du PNUD, « c’est un résultat positif du projet ».

### 2.4.2. Au plan de la maîtrise du concept de PFNL et de l’importance de la ressource au niveau local

Grace à l’intervention du projet ARSA « *les gens connaissent bien la valeur nutritive de certains PFNL ce qui a provoqué un certain intérêt pour les populations. Les acteurs de nos jours impliqués peuvent dire aisément les valeurs des PFNL* », cette affirmation du DR-MEDD de l’Est corrobore bien celle des bénéficiaires de terrain que nous avons pu rencontrer et qui ont pu démontrer une certaine maîtrise de la valeur nutritive de certains PFNL (AF/LTM de Dano, Tin Fi de Fada).

Dans le même ordre d’idée, les agents des services forestiers à Dédougou, Tchériba et le DG APFNL sont satisfaits des changements de comportement des populations vis-à-vis de la protection/préservation de la ressource et de l’utilisation des PFNL ; car « les gens ont perçu l’importance du *Saba senegalensis. Ainsi* au Yatenga ou au Mouhoun, personne ne coupe plus les pieds de *Saba senegalensis* dans son champ. Avec cette espèce, le paysan sait qu’il peut avoir un peu d’argent. C’est une satisfaction au niveau du projet !». C’est le même constat qui est fait par les femmes de Tchériba qui confirment l’importance et l’intérêt de la protection des ressources forestières en ces termes « maintenant, plus personne ne coupe les arbres qui donnent des fruits dans son champs ». Le même constat a également été fait par l’AMIFOB en ces termes « aujourd’hui, les hommes comme les femmes connaissent mieux la valeur de l’arbre et les plants qui sont recherchés pour des plantations sont fonction de l’intérêt économique que l’on peut retrouver ». Par ailleurs, le karité qui autre fois était considéré comme spécial et difficile à planter dans le champ de particuliers est aujourd’hui une espèce protégée.

Enfin, l’utilisation multiples et multiformes des PFNL aujourd’hui (médecine traditionnelle, alimentation, cosmétique) est largement reconnue et de plus en plus valorisée au plan national. La consommation par les hommes et les femmes de ces produits autrefois plus visibles en milieu rural commence à se développer aussi en milieu urbain. Lors des cérémonies familiales et officielles, il est maintenant largement servi des boisons et des mets à base des produits locaux issus de la transformation des PFNL et qui d’ailleurs sont forts prisés des consommateurs. Pour le coordonateur du projet, ce « nouveau choc psychologique » dans le changement des habitudes alimentaires est une réelle avancée et une fierté que le projet ARSA/ PFNL a contribué à développer. Et c’est un succès sur lequel d’autres initiatives devraient s’inspirer et améliorer les effets et impacts attendus par la valorisation et promotion des PFNL au Burkina Faso.

### 2.4.3. Au plan du renforcement des capacités des producteurs/trices

A ce niveau, la distinction entre transfert de nouvelles connaissances spécifiques et appropriation de ces acquis se pose avec acuité. En effet, les bénéficiaires rencontrés sur le terrain attestent d’une certaine acquisition de connaissance, quand bien même les conditions d’exécution des sessions de formation (durée, période non adéquate, technique peu appropriée à la zone), les outillages nécessaires et la qualité des prestations n’ont pas été parfois de nature à une bonne appropriation des techniques. Par contre en termes d’appropriation des techniques apprises et de leur utilisation réelle, il existe un hiatus entre théorie et pratique.

Néanmoins, pour certains produits et activités à partir de ses produits, on peut aisément attester d’une maîtrise par exemple de fabrication des savons à base d’huiles extraites de balanitès, de karité ou de neem ou les techniques de fabrication du soumbala. Toutefois ces expériences ne sont pas uniquement imputables au projet ARSA/ PFNL.

Par ailleurs, des propos des femmes de Dano, Dédougou, Tchériba, Boumoana et Fada qui attestent d’un changement dans leur mode habituel de transformation des PFNL. Toutes les femmes rencontrées ont reconnu avec satisfaction et intérêt les multiples possibilités d’exploitation des PFNL (amélioration de l’alimentation et de la santé, diversification des sources de revenus notamment pour les femmes). « Grâce au projet, nous avons su que la liane, ou le pain de singe peut être transformé en sirop, en jus et biscuit » comme l’affirment les représentantes des femmes d’associations formées à Dédougou, à Tchériba et à Dano.

Mais la nécessité de la pratique pour s’assurer d’une bonne maîtrise des techniques de transformation s’impose encore à tous les niveaux. C’est dans cette optique que les femmes de l’association Benkadi de Tchériba organisent chaque année une séance de démonstration pour « garder la main » et offrent leurs produits à leur famille et aux agents des services de l’environnement par exemple.

Dans la même logique AFAUDEB par exemple a édité des fiches techniques présentant les caractéristiques de la ressource, les modes d’utilisation, les multiples vertus des espèces entrant dans la composition des produits transformés et mis à la disposition du public dans ses kiosques de vente à Fada. Ceci pour renseigner au mieux et faciliter la relation de confiance face à ses clients actuels et potentiels quant à la consommation de ces produits transformés.

|  |
| --- |
| ***Encadré 1 : Association Tin Fa – Fada sur les effets des appuis du projet***  *Avec le voyage d’échange, en voyant les femmes de Moundasso, on se rend compte qu’elles sont mieux organisées que nous ici et il y a des différences dans la façon de procéder pour la fabrication du soumbala entre les femmes de Ouaga et Dédougou qui utilisent la cendre pour faciliter le séchage et être plus rapide dans le temps à consacrer à l’activité. En cas de commande et pour aller vite, c’est une bonne stratégie que nous utilisons maintenant. Leur façon de préparer est plus rapide et on fait une économie d’eau. Nous avons aussi appris que la deuxième eau de lavage dans la production du soumbala est utilisée pour soigner des plaies et combattre les piqures d’insectes.*  *A Ouaga on a vu aussi des mets spéciaux à base de soumbala et de légumes qu’on ne connaissait pas, mais nous n’avons pas pu mettre cela en pratique.*  *Celles de Ouaga, amènent les graines de néré au moulin pour les décortiquer avant de les bouillir, alors que celles d’ici n’ont pas d’équipements ; là-bas, c’est plus direct alors qu’ici on pile à la main. Il y a une similitude entre ce qu’elles font ici et ce que font les femmes de Moundasso par contre. Elles pensent que ces connaissances leur permettent de voir leur niveau actuel pour essayer de s’améliorer.*  *On nous a aussi appris comment tenir des comptes d’exploitation et comment bien garder notre argent, et nous avons ouvert un compte au nom de notre association pour garder notre argent.* |

En ce qui concerne les formations en marketings/ gestion des micro entreprises, les quelques associations ayant bénéficié de ces appuis apprécient les conseils en la matière. Mais, l’analphabétisme, la non tenue des outils de gestion, le nombre limité de sessions de formation, etc. ne permettent pas aux producteurs et productrices de s’approprier les connaissances livrées.

Beaucoup reste donc à faire dans ce domaine également, même si quelques changements ont pu être observés par les membres notamment en ce qui concerne :

* le conditionnement plus adéquat des produits selon divers procédés (ensachage hermétique avec machine adaptée, mise en carton/savon, emballage) ;
* la conception d’étiquettes originales (AF/LTM-Dano, AFAUDEB, par exemple) par type de produits avec références utiles ;
* les contacts pour la prospection de marchés, les commandes au niveau local, régional, sous régional et parfois en Europe ;
* la mise en relation et la nécessité du partenariat pour la participation aux foires, journées promotionnelles, événements comme le SIAO, etc.

### 2.4.4. Au plan de l’amélioration des revenus des femmes et de l’émergence de petites unités économiques en création

Bien que difficilement appréciable en terme de chiffrage économique et de statistiques locales, régionales ou nationales, les hommes, mais surtout les femmes actives dans la promotion des PFNL à travers leurs associations y voient de plus en plus des sources possibles d’amélioration de leurs revenus. En effet, les acquis des nouvelles connaissances plus spécifiquement celles liées aux techniques d’extraction d’huile et de saponification à base de différentes espèces (amande de karité, neem, balanites, néré, etc.), aux techniques de transformation des PFNL en produits alimentaires (jus, sirop, confitures, vin, biscuits, soumbala, etc.) ont permis aux femmes d’améliorer leur mode de production traditionnelle en terme de qualité de production, de présentation (conditionnement, étiquetage) et d’écoulement de leurs produits. Le coût des produits transformés à base de PFNL sont compétitifs sur le marché au niveau national, avec des débouchés actuels et potentiels à explorer dans la sous région.



Fabrication de savon, Association Femme Lève Toi et Marche

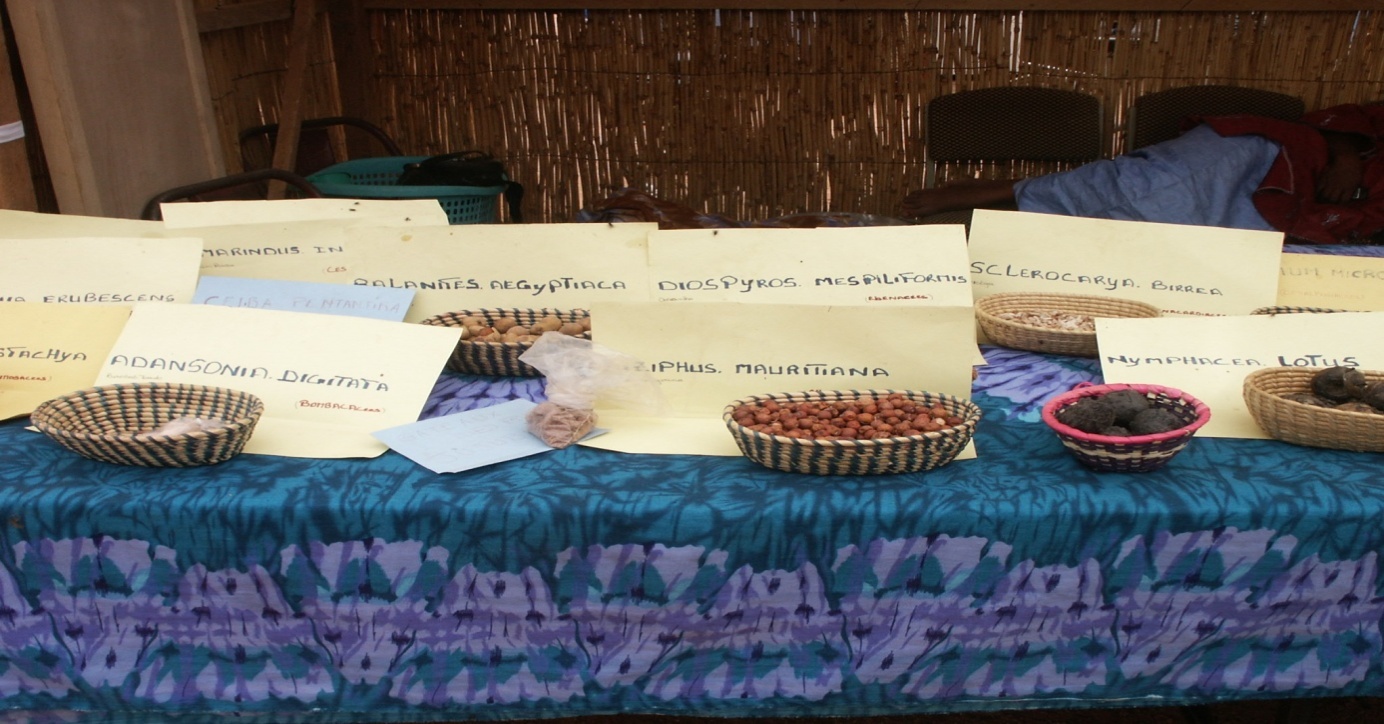
On peut donc affirmer sans complexe, que le projet ARSA/ PFNL est un « projet novateur » qui a su amorcer et mettre en évidence au côté des productrices et producteurs, l’importance et la valeur économique potentielle des PFNL. C’est ce qui fait dire par exemple aux femmes de Tchériba que : « avant, lorsque le car partait à Ouaga, nous remettions souvent chacune une certaine quantité de lianes pour les parents et amis à Ouaga où à Dédougou, maintenant cela n’existe plus. La liane est devenue une richesse et nous ne donnons plus gracieusement ces fruits, nous les vendons frais ou pilés puis séchés pour la bouillie ». Par exemple « avec un sac de 50kg de lianes fraîches acquis au prix de 1000 francs CFA et après conservation et séchage, nous pouvons revendre le même sac entre 2500-3000 francs CFA et chaque femme peut vendre 2 à 3 sacs par jour ». Donc pour elles, **sécher, conserver et vendre est plus rentable que de vendre en période de crue les lianes.**

Pendant la période de la liane (juin-août), les membres de l’association Benkadi de Tchériba font la collecte et la vente individuellement. Après chaque vente, chaque femme remet 250 francs CFA pour le compte du groupement. Chaque fin du mois également, elle cotise chacune 500 francs CFA pour le compte du groupe. Elles rachètent aussi la liane avec d’autres qui viennent leur revendre pour la constitution de leur stock.

En fonction de la commande et de la période, la quantité de soumbala préparée par les femmes de Tin Fi par exemple varie : «*nous faisons quelques fois 10 plats, environ 3 sacs de 100kg par mois (le sac fait 40 assiettées). C’est la période où il y a beaucoup de graines de néré pendant et le plat coûte environ 600 francs CFA. Pendant la période, où il y a moins de néré (février- mars), le grain est plus cher, environ 2500 francs CFA l’assiettée et il n’y en a même pas. C’est maintenant que nous produisons plus pour mieux rentabiliser (environ 4 sacs par mois) »*. Les stocks constitués auprès du commerçant sont épuisés depuis février. Ce stock leur permet de faire face aux commandes ponctuelles.

Pour Kari Force- Fada par exemple : « *nous arrivons à produire, à vendre et à résoudre les problèmes des membres. Par mois, nous estimons notre bénéfice net à environ 150.000 francs CFA. En dehors des foires, nous ne vendons pas beaucoup. Mais nous pouvons participer en moyenne à 2 foires par an. Par exemple au dernier SIAO, nous avons pu bénéficier grâce à ARSA d’un stand au salon climatisé qui coutait 700.000 francs CFA dont l’occupation a été partagée avec les sœurs de l’Eau Vive. Nous avons aussi eu un prix de 300.000 francs cfa pour l’huile de Balanites aux journées agro alimentaires de Ouagadougou (JAAL 2007) ».*

|  |
| --- |
| ***Encadré 2 : Changements perçus par les femmes de Moundasso/ Dédougou***  *Grâce à la formation en gestion et marketing nous savons maintenant ce qu’est  « une micro entreprise ». Pour nous, avant la formation, une entreprise c’est quelqu’un qui fait des routes ou du bâtiment. Nous avons eu des conseils pour faire un compte d’exploitation, mais beaucoup de femmes sur les 39 membres n’arrivent pas à tenir leur compte, ni de comptabilité écrite. Les femmes retiennent dans la tête ou font un suivi avec des cailloux, mais n’appliquent pas ce qu’elles ont appris pendant la formation. Beaucoup ne sont pas alphabétisées, c’est ce qui rend difficile le travail. Quant, nous produisons le soumbala, nous nous asseyons pour évaluer les dépenses et la main d’œuvre pour nous faire une idée du bénéficie. Nous ne confondons plus les recettes de notre micro entreprise aux autres recettes globales dans nos ménages.*  *Maintenant le soumbala est vendu dans des emballages et est de meilleure qualité. Il se vend plus car nous recevons beaucoup de commandes. Moundasso est devenu très réputé pour son soumbala. Si vous allez au marché, il suffi de demander où trouver du bon soumbala et on vous dira d’aller où les femmes de Moundasso sont ; car elles ont le meilleur soumbala de Dédougou.*  *La production est faite collectivement et/ou individuellement. Selon la période, la rentabilité n’est pas la même. Par exemple, la boîte de graines de néré (2,5kg) coute 1500 francs CFA de nos jours (au moment de l’évaluation, mars 2011) et ce qui fait que l’activité n’est pas très rentable en ce moment. Par exemple sur 5 boîtes, nous avons un bénéfice de 1000 francs CFA. Néanmoins, nous sommes contentes de notre activité qui nous permet d’avoir un peu d’argent pour nos propres besoins et ceux de nos enfants.* |



Exposition de PFNL aux Journées Agro Alimentaires (JAAL) en décembre 2007

Le mode de rémunération entre femmes actives au sein de l’association organisées autour de la production du soumbala ou du savon suit le schéma suivant :

* tenue d’un cahier des ventes et dépenses avec les différentes pertes et gains,
* bilan chaque trimestre, pour essayer de désintéresser chaque membre en fonction de son temps de travail (les présences sont enregistrées dans un cahier et selon les temps forts d’exécution de l’activité). C’est ce qui permet de faire une répartition du bénéfice en fonction du temps de travail de chaque femme,
* une partie du bénéfice est gardée dans le compte pour permettre de reconstituer les stocks de graines de néré,
* une autre partie est retenue pour faire du crédit aux membres qui en ont besoin,
* en plus de cela, il y- a des commissions sur les ventes. Les femmes peuvent prendre le soumbala qu’elles vont revendre en ville. Pour leur désintéressement, elles reçoivent 20% dès la vente terminée. Si elles ont une commande sur Ouaga, c’est la présidente qui se déplace et prend la commission.

Ce système interne est dynamique et est fonction des bénéfices issus de la vente des produits. La clé de répartition pour la constitution de stock de réserve, la rémunération des membres, l’octroi de crédit- mutuel, l’assistance aux membres n’est pas fixée d’avance. Elle est fluctuante et difficile à estimer dès le départ.



Séchage de soumbala à Moundasso

A travers ces quelques illustrations, la rentabilité économique semble effective. Cependant, on note une certaine exception au niveau des organisations de femmes excellant principalement dans la fabrication du soumbala, la fabrication des savons à base de beure de karité, huile de neem, et qui essaient de mieux se structurer dans le but d’arriver à la création de petites unités économiquement rentables. Cependant, la présentation de chiffres d’affaire ou de comptes d’exploitation reste un défi à relever aussi bien pour les productrices que pour les structures d’appui aux producteurs et productrices en zone rurale.

Les participations aux différentes foires ou expositions au niveau national ont été un tremplin important pour certaines associations de femmes dans le développement de leurs activités. A titre illustratif, des représentantes de l’association Tin Fi de Fada, lors de la **foire de Matiakoali,** ont eu l’opportunité d’exposer leur soumbala en poudre et en graines, des graines de néré, fruit de néré, poudre de feuilles de baobab. Leur satisfaction à cet évènement a été traduite en ces termes : « nous avons vendu tout ce que nous avons apporté. Les ministres ont tout acheté et nous étions très contentes. Des blancs même sont venus faire des achats et ont pris nos dépliants ce jour là ! ». Pour ces femmes, le crédit accordé à leur production par des « étrangers », c'est-à-dire loin de leur environnement atteste d’une certaine qualité de leurs produits, et c’est en cela que le Projet ARSA/PFNL peut en toute légitimité et fierté s’auto satisfaire des résultats de ses actions sur le terrain. La même appréciation a été faite par les femmes de Tchériba, mais qui espèrent toujours que cette action pourra être renouvelée et sur une durée d’au moins deux journées. En effet, depuis la foire de 2008, plus rien n’a été fait dans ce sens dans la localité.

## 2.5. Durabilité

La question de la durabilité se pose avec acuité au niveau du projet ARSA/PFNL. Fort heureusement la création de l’APFNL, vient accorder un nouveau sursis au Projet. Parlant des acquis, il a été relevé un certain nombre de progrès qui offrent des gages possibles pour des effets à long terme, mais il y a encore de nombreux réglages à faire.

Par exemple, certaines organisations ont atteint un certain niveau de structuration et arrivent à développer des activités génératrices de revenus qui procurent des revenus substantiels aux membres. Il s’agit par exemple de l’association des femmes de Moundasso, Yemboani de Fada et dans une moindre mesure Tin Fin à Fada.

D’autres, ont besoin de renforcer leurs capacités organisationnelles en terme de développement du mécanisme de retour de revenus aux membres, quand bien même, elles présentent un niveau de structuration acceptable ; il s’agit par exemple de Kari Force à l’Est et de AF-LTM à Dano.

Il est clair que les actions qui consistent à former, entraîner, créer des services et une expertise locale, sont des pistes de la durabilité et leur pertinence n’est pas remise en cause. Il faut cependant travailler à mettre la qualité dans les aptitudes et les techniques pour atteindre un niveau de maîtrise des techniques de transformation mais également des circuits pour disposer de la matière première et des équipements adéquats qui permettent de mettre en œuvre les activités.

Par exemple, les femmes de Dédougou qui ont l’électricité à côté et qui ont une plus grande capacité de conservation vont certainement poursuivre à leur rythme, la production de vins, jus et sirop à partir des lianes, même si la disponibilité de la matière première va se poser à un moment. Par contre, celles de Tchériba qui disposent de conditions de conservation moindres, mais avec une plus grande disponibilité de matière première (lianes), ne vont pas poursuivre dans la transformation de la liane en jus, vins et sirops. Elles préfèreront évoluer vers le séchage des lianes en période de crue et la revente en période plus favorable lorsque le produit est rare sur le marché. En termes de rentabilité c’est la meilleure option qui s’offre à elles.

Les femmes du groupement Yemboani, quant à elles, ont mis une croix sur l’extraction et la transformation du Balanites en huile et savon. Pour elles, le travail est très pénible sans équipements. De plus, en faisant la comparaison avec le karité, elles préfèrent s’orienter vers cette dernière filière qui leur paraît plus rentable.

Au niveau de l’Est, le travail réalisé par AFAUDEB est remarquable dans la mesure où il couvre un grand volet de la commercialisation en rachetant la production des actrices de la filière (beurre de karité, huile de Balanites). Ceci est rassurant et permet aux actrices de produire sans se sentir concernées par le stress de la mévente. Cependant, un regard sur les prix d’achat et de revente (1 litre d’huile de Balanites racheté à 1.250francs CFA aux productrices et revendu à presque 5000 francs CFA) peut amener à se poser la question de savoir à qui profite réellement l’introduction de cette activité de transformation de l’amande du Balanites ? Ce n’est pas un gage de durabilité.



Boutique de PFNL AFAUDEB à Fada



Conditionnement du miel, à Fada, AFAUDEB

Il y a également la question de l’implication des services forestiers locaux. Le constat général est que ces services sont surtout impliqués pour l’organisation de certaines activités. Il s’agit notamment de prononcer des allocutions lors des ouvertures d’ateliers et/ou formations organisés par le Projet. Cette « participation protocolaire » n’est pas de nature à faciliter la visibilité, ni la capitalisation des enseignements de son exécution, car ils ne sont nullement associés ni à la conception, ni au suivi des actions sur le terrain. De plus, les activités qui sont organisées dans leurs zones d’intervention ne sont pas capitalisées à leur niveau. Par exemple, aucun rapport de formation n’a été retransmis au service technique de l’environnement. Ceci n’est pas un gage de durabilité car un grand vide subsistera dès la fin du Projet.

La durabilité ne sera assurée que si les acteurs des PFNL ont une réelle maîtrise de la filière, et les quatre années de mise en œuvre du Projet n’ont pas suffit à cela.

# III. Recommandations

La mise en œuvre du projet ARSA/PFNL a été un succès dans l’ensemble, malgré un taux d’exécution technique moyen. Les résultats enregistrés confirment une meilleure connaissance du potentiel des PFNL, un plus grand engouement autour des PFNL, l’existence d’une stratégie nationale de promotion des PFNL et la mobilisation de divers acteurs autour de la promotion des PFNL. En outre, les résultats montrent que la valorisation des PFNL peut contribuer à la réduction de la pauvreté des groupes les plus vulnérables, si des mesures d’accompagnement sont initiées pour mieux soutenir les initiatives des femmes dans ce domaine. Cependant, la mise en œuvre du Projet ne s’est pas faite sans difficultés comme relevé par l’évaluation.

Les recommandations suivantes sont formulées en considérant les forces et les faiblesses constatées dans la mise en œuvre du projet ARSA/PFNL.

* En matière de conception/ formulation de Projet
* Renforcer les capacités de conception des futurs projets pour définir une bonne logique d’intervention ;
* Exiger l’élaboration de cadres logiques complets avec des indicateurs SMART qui définissent clairement les objectifs et résultats à atteindre ;
* S’assurer de la vision et de la volonté commune des initiateurs et partenaires institutionnelles à accompagner le processus de formulation et d’exécution du projet ;
* Adopter l’approche programme pour être en lien avec les nouvelles orientations nationales (déclaration de Paris) et ainsi développer des actions d’envergures plus structurantes pour des effets/impacts plus probants à termes.
* En matière de stratégie nationale de promotion des PFNL
* Mettre un accent sur les questions de protection, de préservation et de restauration de la ressource pour renforcer le potentiel PFNL existant ;
* Actualiser les connaissances sur les PFNL porteuses afin de réorienter les thèmes de formation ;
* Renforcer les activités du comité conjoint de pilotage pour une meilleure orientation des activités ;
* Renforcer le soutien des acteurs PNFL à la participation aux foires et mettre en place un dispositif de capitalisation pour en tirer les enseignements et bonnes pratiques à diffuser plus largement (exposants, produits, ventes, contacts pris, etc.)
* En matière de suivi évaluation du projet
* Mettre en place un dispositif de suivi avec des outils qui permettent de mesurer régulièrement les indicateurs et l’évolution vers l’atteinte des résultats escomptés ;
* Etablir une situation de référence pour faciliter l’appréciation de la contribution des projets en direction des groupes ciblés ;
* Impliquer le niveau local dans le suivi et la capitalisation des activités ;
* Mettre en place un dispositif de suivi rapproché des acteurs PFNL pour permettre de générer des données pertinentes sur la rentabilité des PFNL.
* En matière de renforcement des capacités des acteurs et actrices
* Réduire le nombre de participants/tes aux sessions de formation pour faciliter le transfert des compétences et leur appropriation ;
* Mettre à la disposition des apprenants/tes, des supports adaptés traduits en langue ;
* Rendre disponible le matériel/équipement de démonstration suffisant et adapté pendant les formations ;
* Multiplier le nombre de formation par thématique pour renforcer la capacité de compréhension et d’appropriation ;
* Développer des activités d’alphabétisation pour faciliter l’appropriation des acquis des formations ;
* Concevoir un canevas type de rédaction du rapport de formation et le soumettre aux formateurs/trices ;
* Renforcer le suivi et l’évaluation des prestataires de formation ;
* Exiger aux formateurs/trices la présentation d’une démarche pédagogique et d’un cahier du participant,
* Mettre en place les conditions pour faire participer les agents forestiers locaux aux sessions de formation ;
* Capitaliser les rapports de formation au niveau du service forestier local.
* En matière d’équipements des acteurs et actrices
* Engager une prospection pour identifier des équipements performants de récolte/et de transformation de PFNL à coûts abordables
* Développer une stratégie pour l’équipement des acteurs et actrices dans les filières porteuses
* En matière de partenariats stratégiques et de synergie d’action
* Créer et animer des réseaux d’acteurs PFNL ;
* Renforcer le partenariat et les synergies entre partenaires PFNL, ainsi qu’avec des projets et programmes similaires ;
* Travailler à une répartition plus équitable des bénéfices des ventes entre promoteurs et structures d’appui ;
* Travailler à la mise en relation des acteurs de PFNL avec les institutions de micro finance ;
* Se rapprocher plus des institutions de recherche en matière de conception et de technologies appropriées pour faciliter la mise à disposition d’équipements de base indispensables à l’exercice des activités des femmes (concasseur adapté au Balanites, broyeur, malaxeur, moulin, moules, etc.) ;
* Entrer en partenariat pour la conception, l’édition et la diffusion de documents techniques (fascicules pour processus de transformation des produits, livrets de recettes originales de cuisines à base de produits locaux, etc.).

# ANNEXES

## Annexe 1 : Termes de référence

1. **HISTORIQUE ET CONTEXTE**

Le Burkina Faso est un pays essentiellement agricole avec une population actuelle de près de 13 millions d’habitants. La population est à majorité rurale (85 %) et l’économie est essentiellement basée sur le secteur agricole qui représente 40 % du PIB dont 25 % pour l’agriculture, 12 % pour l’élevage et 3 % pour les forêts et la faune. Ce secteur agricole a contribué en 2001, à 76 % des recettes d’exportation. L’agriculture est essentiellement de subsistance.

L’analyse des résultats de l’enquête burkinabé sur les conditions de vie des ménages de 2003 fait ressortir (i) que 46,3 % des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté (< 210 US $/an/hbt). La pauvreté est et demeure un phénomène essentiellement rural. Elle affecte les agriculteurs de produits viviers, les paysans, les éleveurs et singulièrement les groupes vulnérables que sont les femmes et les jeunes. Elle est le fait d’une économie peu compétitive, qui ne permet pas de dégager des revenus et de créer des emplois. Elle est exacerbée par certains facteurs, en particulier les MST et le SIDA.

Toutes ces raisons justifient le programme **d’amélioration des revenus et de sécurité alimentaire pour les groupes vulnérables (ARSA),** qui s’inscrit dans le cadre stratégique commun des activités opérationnelles du système des Nations Unies au Burkina Faso (UNDAF) pour la période 2006-2010. Fruit d’une démarche novatrice de planification commune de l’ensemble des Agences du système des Nations Unies au Burkina Faso, placé sous le leadership du Gouvernement, ce programme piloté par le PNUD, répond aux priorités nationales définies dans le CSLP, lesquelles contribuent à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) définis par le Gouvernement de ce pays. Il s’inscrit en effet dans la priorité définie dans le CSLP qui est de « ***réduire la vulnérabilité de l’économie rurale, de l’insécurité alimentaire pour les groupes vulnérables et promouvoir une gestion durable de l’environnement*** ».

De façon spécifique, le Programme ARSA poursuit les résultats suivants :

* l’amélioration de la production des petits exploitants agricole ;
* le renforcement du dispositif de prévention et de gestion des crises dues aux aléas climatiques et aux catastrophes
* la diversification et l’augmentation des revenus des ménages ruraux, en particulier pour les femmes.

Pour ce faire il a été mis en œuvre autour des trois (3) composantes suivantes :

1. la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles et des technologies appropriées de gestion de l’eau pour la petite irrigation et la promotion des filières porteuses ;
2. l’élargissement et le renforcement du programme de développement des plates-formes multifonctionnelles (PTF) en cours, à 4 zones du pays ;
3. l’appui à l’exploitation rentable des ressources naturelles, en particulier les produits secondaires non ligneux (PSNL) au profit des femmes en particulier.

La composante « Appui à la mise en place d’un dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires dues aux aléas climatiques et aux catastrophes, qui prenne en compte les couches vulnérables », initialement prévue, n’a pas été mise en œuvre au regard des avantages comparatifs d’autres agences du SNU contribuant déjà de façon assez soutenue à sa réalisation.

La présente évaluation porte sur la composante *«****Exploitation rentable des ressources naturelles, spécifiquement des produits forestiers non ligneux****»* ***du programme ARSA.***

* 1. **Objectifs du programme**

L’objectif de la composante « Exploitation rentable des ressources naturelles, spécifiquement des produits secondaires non ligneux » est de contribuer à l’augmentation des revenus et à la sécurisation alimentaire des groupes vulnérables grâce à l’exploitation rentable et durable des ressources naturelles, spécifiquement des produits forestiers non ligneux. Les objectifs spécifiques devant concourir à l’atteinte des produits escomptés de la composante, ainsi que les activités à réaliser sont les suivants :

* Contribuer à une meilleure connaissance du potentiel de PFNL des ressources naturelles, ainsi qu’à la protection et au renouvellement des peuplements d’espèces utilitaires porteuses ;
* Contribuer à la diversification et à la promotion/valorisation des PFNL ;
* Renforcer les capacités des bénéficiaires ;
* Développer le partenariat et renforcer les capacités nationales de suivi de la lutte contre la pauvreté.
  1. **Résultats attendus et activités à réaliser**

En termes de résultats attendus, on note :

* Une base de données sur (i) le potentiel des PFNL des RN par région et (ii) la production d’une dizaine d’espèces porteuses, la transformation et le marché des PFNL est disponible et largement diffusée ;
* Le renouvellement des peuplements pourvoyeurs de PFNL est assuré ;
* L’accès au financement des AGR de PFNL par les groupes vulnérables est assuré et facilité ;
* Une gamme de produits de qualité à base de PFNL est mise sur le marché national et un dispositif national de commercialisation des PFNL est élaboré et fonctionnel ;
* Les capacités techniques et organisationnelles des bénéficiaires sont renforcées ;
* Un réseau des acteurs de la filière des PFNL est mis en place et fonctionnel ;
* Des partenariats et des synergies sont développés ;
* Une base de données sur l’impact des PFNL sur la réduction de la pauvreté est disponible et utilisée par l’Observatoire de la pauvreté et du développement humain durable

1. **OBJECTIFS ET MANDAT DE LA MISSION D’EVALUATION**

L’évaluation a pour objectifs principaux de :

* Apprécier le niveau des résultats obtenus par rapport au plan de travail ;
* Tirer les leçons tant positives que négatives de l’expérience du programme ;
* Formuler des recommandations pour la suite à donner au projet.

Le travail de la mission d'évaluation finale permettra au Gouvernement et au PNUD d'avoir une appréciation objective des résultats atteints et de la pertinence de la conception du programme et de la composante à évaluer.

**2.1**. **Conception et stratégie du programme**

Il s'agira pour les évaluateurs de :

* évaluer la pertinence de la conception du programme en tenant compte des objectifs de la politique gouvernementale en matière d'appui aux producteurs en général et aux groupes vulnérables en particulier au moment de sa formulation et actuellement ;
* apprécier si le problème que le programme était censé résoudre était clairement identifié et si l'approche proposée était appropriée ;
* s'assurer que les bénéficiaires du projet étaient bien identifiés et leurs besoins pris en compte (notamment ceux des femmes) ;
* vérifier que les objectifs et produits étaient définis en termes précis et vérifiables ;
* examiner l'adéquation entre les objectifs et les moyens (humains, matériels et financiers) mis à la disposition du programme ;
* apprécier le cadre institutionnel dans lequel le programme est inséré et la cohérence ou la complémentarité des interventions du programme avec celles des autres partenaires au développement ;
* évaluer le rapport coût/efficacité de la conception du programme.

**2.2** **Exécution du programme**

Il s'agira pour les évaluateurs de :

* tirer les leçons tant positives que négatives de l'expérience du programme ;
* s'attacher à vérifier la mise en œuvre des recommandations formulées par les différents consultants ;
* vérifier la qualité des documents produits par les consultants et leurs effets. A la vue des résultats, la mission pourra porter une appréciation sur les mesures proposées et sur leurs effets ;
* apprécier la qualité et la ponctualité des apports, du suivi et de l'appui de toutes les parties concernées (Gouvernement, PNUD).
* évaluer l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre et de la gestion du programme (performance d'exécution).
* identifier et apprécier les facteurs ayant facilité ou entravé le déroulement normal des activités du projet ;
* évaluer le niveau de réalisation budgétaire par rapport au financement acquis.
* évaluer la pertinence, l'efficacité et le rapport coût/efficacité des formations données aux bénéficiaires des formations ;
* apprécier le degré d'implication des bénéficiaires notamment celui des femmes dans l'exécution du programme ;
* recueillir l'opinion des groupes cibles sur le programme ;
* Formuler des recommandations d'activités ou de mesures pour la suite à donner au programme.

**2.3. Résultats**

Il est demandé à la mission de :

* procéder à une évaluation quantitative et qualitative des résultats obtenus en fin de programme par rapport aux résultats escomptés et par rapport au plan de travail ;
* déterminer l'impact du programme sur les bénéficiaires cibles en termes de renforcement des capacités des jeunes et des femmes ;
* apprécier les perspectives de durabilité des approches ou actions menées avec une attention particulière sur celles du crédit, de la formulation et de la sélection des projets et du suivi-évaluation ;
* Déterminer les produits et effets induits du programme ;
* Formuler des activités ou mesures à recommander pour la suite du programme.

1. **MODALITES D'EXECUTION DE L'EVALUATION**

La mission travaillera en étroite collaboration avec la Représentation du PNUD, les services techniques intéressés du Gouvernement et bénéficiera de l'appui de la Direction du programme. Elle aura également à s'entretenir avec les bénéficiaires (jeunes et femmes pris de façon individuelle et groupements de jeunes et de femmes, partenaires du programme).

Les documents suivants seront mis à la disposition de la mission :

* Les documents essentiels de politique générale du Gouvernement : Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, Stratégie de Développement Rural (horizon 2015), Stratégie de croissance accélérée de développement durable, Politique Nationale en matière d’Environnement, Programme Décennal d’Action du Ministère de l’Environnement et du cadre de Vie, différents documents de politiques et stratégies en matière de promotion des produits forestiers non ligneux.
* Document de projet ;
* Plans de travail 2007, 2008, 2009 et 2010 ;
* Documents de l'atelier national de démarrage du programme ;
* Rapports et documents produits par les consultants ;
* Documents produits par le programme (rapports d'activités et rapports de mission sur le terrain) ;
* Compte rendus des réunions du comité de pilotage ;
* Rapports d'avancement ;
* Rapports d'évaluation interne et à mi-parcours ;
* Procès-verbaux des réunions ;

Bien que la mission ait toute la liberté de discuter avec les autorités concernées sur toute question relative à sa tâche, elle n'est pas autorisée à prendre des engagements au nom du Gouvernement et/ou du PNUD.

1. **COMPOSITION DE LA MISSION**

La mission sera composée d'une équipe de consultants nationaux :

* Un chef de mission, (Ingénieur Forestier, Agro économiste ou Economiste) ayant une grande expérience dans le montage et l'évaluation de projets de développement rural ; une bonne expérience de l'action auprès des femmes et des jeunes ruraux, ainsi qu’une bonne connaissance des actions de promotion des PFNL seraient un atout.
* Un consultant sociologue, ayant une bonne connaissance sur les questions du Genre.

Aucun des deux membres de la mission ne devra avoir été associé à la conception, à l'exécution ou au suivi du projet.

1. **CALENDRIER ET METHODOLOGIE DE LA MISSION**

La mission se déroulera essentiellement sur le terrain à partir du 25 octobre 2010 et durera trois (3) semaines pour chaque consultant y compris le temps de rédaction du rapport.

Celle-ci se déroulera conformément à un programme de travail proposé par la Coordination du projet et approuvé par le Gouvernement et le PNUD. La mission débutera par un briefing au PNUD et au Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie.

Deux jours avant la fin de son travail, la mission présentera un rapport préliminaire comportant ses conclusions et recommandations aux différentes parties. Le rapport final provisoire devra être déposé au Bureau du PNUD à Ouagadougou à la fin de la mission. La version finale du rapport devra être envoyée par le chef de mission au Bureau du PNUD à Ouagadougou au plus tard 15 jours après la fin de sa mission.

Le chef de mission aura la responsabilité de préparer et de présenter le rapport selon les présentes directives et le format prescrit par le PNUD en la matière.

Pendant tout le séjour, la mission recevra l'appui logistique du PNUD et du projet.

## Annexe 2 : Liste des documents consultés

* **Arrêté N°** 2009 - 071 **/MECV/SG/DGAPFNL,** Portant création du comité conjoint de pilotage desprojets d’appui à la valorisation et à la promotiondes produits forestiers non ligneux sous tutelle du Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie
* COMITE DE PILOTAGE du Projet d’Amélioration des Revenus et de Sécurité Alimentaire (ARSA), Composante «  Exploitation rentable des ressources naturelles spécifiquement les produits forestiers non ligneux  (PFNL) », compte rendu de la première session, 23 décembre 200
* **Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie/Programme des Nations Unies pour le Développement** – Programme d’amélioration des revenus et de sécurité alimentaire (ARSA) : Composante « Exploitation rentable des produits forestiers non ligneux (PFNL) » ; **Valorisation des produits forestiers non ligneux au Burkina Faso : Etat des lieux et perspectives**, janvier 2008.
* **Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie/Programme ARSA/PFNL –** Compte rendu de participation à la foire agro sylvo pastorale du Centre Nord, avril 2008 ;
* **Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie/Programme ARSA/PFNL, juillet 2008 –** Rapport de formation des femmes élues, leaders et représentantes d’organisations et des jeunes dans les communes rurales et des zones à risques de la province du Gourma en gestion durable des ressources naturelles et en valorisation des produits forestiers porteurs, Fada N’Gourma du 8 au 11 juillet 2008
* **Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie/Programme ARSA/PFNL –** Compilation des rapports de formation de l’année 2008 ;
* **Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie/Programme ARSA/PFNL –** Compilation des rapports de participation aux expositions de l’année 2008 ;
* **Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie/Programme ARSA/PFNL –** Compilation des rapports de sessions d’information et de participation aux ateliers de l’année 2008 ;
* **Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie/Projet ARSA/Produits Forestiers Non Ligneux,** février 2009 – Rapport annuel d’activités 2008 ;
* **Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie/Projet 00055445 ARSA/Produits Forestiers NL –** Synthèse des rapports de formation de l’année 2009 ;
* **Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie/Projet 00055445 ARSA/Produits Forestiers NL –** Synthèse des rapports de participation aux foires et expositions de l’année 2009
* **Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie / Programme d’Amélioration des Revenus et de Sécurité Alimentaire pour les groupes vulnérables (ARSA), composante «***Exploitation rentable des ressources naturelles, spécifiquement les produits forestiers non ligneux****»,*** RAPPORT FINAL DE MISE EN ŒUVRE, (Version provisoire) Janvier 2011
* **Ministère de l’Environnement et du Cadre de Vie,** Stratégie nationale de valorisation et de promotion des produits forestiers non ligneux, juillet 2010
* **PNUD : DVD Sortie service communication PNUD & O**rganes de Presse, 2010
* **PNUD :** EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROGRAMME DE PAYS (2006-2010) ENTRE LE BU**R**KINA FASO ET LE PNUD ET DE SON PLAN D’ACTION, Acquis et orientations pour le CPD (2011-2015) Rapport définitif, Décembre 2009
* **PNUD :** Évaluation des résultats de développement du PNUD (ADR-Burkina), décembre 2009
* **PNUD : PLAN CADRE DES NATIONS UNIES POUR L’AIDE AU DEVELOPPEMENT UNDAF 2011 – 2015,**
* PROJET FAUNE ET DEVELOPPEMENT DE BOUMOANA(Projet FAU.DE.B.) : **RAPPORT** D’ACTIVITES DE LA TROISIEME PHASE **(**Mai 2008 – Mai 2010), Août 2010
* PROJET FAUNE ET DEVELOPPEMENT DE BOUMOANA(Projet FAU.DE.B.) : Rapports des formations/ ARSA- PFNL
* **TPA – 2007 – 2008 – 2009 – 2010 ARSA/ PFNL**

## Annexe 3 : Chronogramme de travail

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Etape / activités** | **Durée / Période** | **Structure / contact** |
| **Etape 1 : Phase préparatoire** | | |
| * 1. **Réunion de cadrage** | **14 février 2010** | **Coordonateur du projet**  **+ Chargée de programme PNUD** |
| * 1. **Capitalisation et exploitation de la documentation disponible** |  |  |
| * 1. **Elaboration des outils d’investigation** |  |  |
| **Etape 2 : Phase d’investigation terrain** | | |
| **2.1. Mission Sud Ouest et Boucle du Mouhaoun** | **9 – 12 mars 2011** | Présidente Association Régionale Femme Lève Toi et Marche/ Sud Ouest (AF/LTM) + membres  DR- MEDD / Boucle du Mouhoun  DR- PF /Boucle du Mouhoun  Groupement Samsin- Moundasso  Groupements de transformatrices 4)  Groupement Tchériba  Formatrice |
| **2.2. Mission à l’Est** | **15 – 17 mars 2011** | DR- EDD à Est + Chef d’antenne  AFAUDEB  Groupement de femmes de Boumouana  Groupement TIN FI  Groupement Kari Force  Association Yemboado  Formateurs - Formatrices |
| **2.3. Entretiens ciblés Ouaga** | **18 – 29 mars 2011** | Agence PFNL  Tree Aid  AMIFOB  UICN |
| **Phase 3 : Rédaction des rapports** | | |
| **3.1. Production du rapport provisoire** | **Dépôt : 31 mars 2011** | Equipe des consultants |
| **3.2. Réception commentaires (PNUD/ Agence PFNL)** | **13 octobre 2011** | Chargée de suivi PNUD et du coordonnateur du projet ARSA/PFNL |
| **3.2. Production et dépôt du rapport final** | **20 octobre 2011** | Equipe des consultants |

## Annexe 4 : Liste des personnes rencontrées

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom et prénom** | **Structure / responsabilité** | **Contact** |
| 1. Poda Damas | Coordonateur Projet ARSA/PFNL | 76 68 65 20 |
| 1. Coulibaly Clarisse | Chargée de programme environnement et énergie / PNUD | 70 11 63 87 |
| 1. Ouédraogo Georges Gaston | Directeur Général Agence PFNL | -PM |
| 1. Guiro Antoinette | Cheffe de division de la formation et de la promotion / A PFNL | 70 32 09 00 /  78 83 10 29 |
| 1. Soro Seydou | Chef de division Organisation et développement des filières | 70 75 56 41 /  78 43 55 41 |
| 1. Dabiré Eulalie | Présidente Association Régionale Femme Lève Toi et Marche/ Sud Ouest (AF/LTM) | PM |
| 1. Dabiré Anasthasie | Trésorière adjointe régionale/ AF/LTM du CA et conseillère |  |
| 1. Sanou Elisabeth | Conseillère UOP6/ Dano AF/LTM |  |
| 1. Dabiré Félicité | Femme leader UOP6/ Dano AF/LTM |  |
| 1. Powda Perpétue | Secrétaire bureau UOP6/ Dano AF/LTM |  |
| 1. Kambouolé Delphine | Trésorière bureau UOP6/ Dano AF/LTM |  |
| 1. Hien Marie Aimée | Responsable à l’organisation UOP6/ Dano AF/LTM |  |
| 1. Somda Amélie | Responsable adjointe à l’organisation UOP6/ Dano AF/LTM |  |
| 1. Somé Emeracienne | Présidente section Dano - UOP6 / AF/LTM |  |
| 1. Somé Paula | Secrétaire section Dano - UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Somé Marie Goretie | Secrétaire adjointe section Dano - UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Somé Nathalie | Membre section Dano - UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Somé Amélie | Membre section Dano - UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Somé Agnès | Trésorière section Dano – UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Hien Agapita | Trésorière section Djikologo – UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Powda Perpétue | Secrétaire section Djikologo – UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Hien Alberta | Responsable à l’organisation section Djikologo – UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Hien Agatta | Membre section Djikologo – UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Dabiré Justine | Trésorière section Libielé – UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Méda Gabriella | Trésorière adjointe section Libielé – UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Dabiré Anasthasie | Secrétaire section Libielé – UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Kamboulé Philomène | Responsable à l’information section Libielé – UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Hien Marie Aimé | Présidente section Poulèba – UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Somé Christine | Présidente section Mariatâw – UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Somda Félicité | Femme leader section Mariatâw – UOP6/ AF/LTM |  |
| 1. Sanon D. Mathurin | DR- MEDD / Boucle du Mouhoun | 20 52 02 31 /  70 25 52 65 |
| 1. Zongo Jean de Dieu | Chef SAF / DR- MEDD / Boucle du Mouhoun | PM |
| 1. Traoré – Koné Martine | Transformatrice / filière liane - Boucle du Mouhoun- Dédougou |  |
| 1. Tamini – Dakuyo Justine | Transformatrice et formatrice endogène / filière karité - Dédougou |  |
| 1. Diakité Assita | Transformatrice PFNL (feuille de baobab, pain de singe, prune)- Dédougou |  |
| 1. Tibiri Batchéma | Transformatrice PFNL (soumbala, liane) - Dédougou |  |
| 1. Keïta Aminata | Transformatrice PFNL - Dédougou |  |
| 1. Coulibaly Claudine | Présidente groupement Samsin- Moundasso/ productrice de soumbala | PM |
| 1. Coulibaly Madeleine | Trésorière groupement Samsin- Moundasso/ productrice de soumbala |  |
| 1. Sangaré Pollicé | Membre groupement Samsin- Moundasso/ productrice de soumbala |  |
| 1. Abou Louise | Membre groupement Samsin- Moundasso/ productrice de soumbala |  |
| 1. Coulibaly Esther | Membre groupement Samsin- Moundasso/ productrice de soumbala |  |
| 1. Coulibaly Véronique | Membre groupement Samsin- Moundasso/ productrice de soumbala |  |
| 1. Sama Céline | Membre groupement Samsin- Moundasso/ productrice de soumbala |  |
| 1. Coulibaly Ramatou | Membre groupement Samsin- Moundasso/ productrice de soumbala |  |
| 1. Coulibaly Ténin | Membre groupement Samsin- Moundasso/ productrice de soumbala |  |
| 1. Coulibaly Christine | Membre groupement Samsin- Moundasso/ productrice de soumbala |  |
| 1. Tamini Félicité | Membre groupement Samsin- Moundasso/ productrice de soumbala |  |
| 1. Kaboré- Traoré Mélanie | Directrice Régionale Promotion de la Femme -Boucle du Mouhoun | 20 52 08 21 /  70 70 10 71 |
| 1. Banhoworo Sylvie | Formatrice endogène / transformation liane (vin, sirop, jus) - Dédougou | 70 44 41 45 |
| 1. Compaoré Eugène | Directeur Régional MEDD- Est | PM |
| 1. Sirima DiaKouba | Inspecteur des eaux et foret, chef de service conservation de la nature, DR/ MEDD - Est | PM |
| 1. Barro Sié Jean | Chef d’Antenne Agence de Promotion des PFNL/ DR/ MEDD - Est | PM |
| 1. Ouédraogo Arouna | Chef de service planification et suivi évaluation, DR/ MEDD - Est | PM |
| 1. Kaboré Alexis | Sécrétaire Exécutif /Coordonnateur AFAUDEB et représente également l’ADAP (ONG Suisse) | 70 71 53 34 |
| 1. Kobyaguéda Oumarou | Responsable volet PFNL et formateur endogène de AFAUDEB |  |
| 1. Thiombianao Poniogo | Présidente, GVF Lampiané- Boumoana |  |
| 1. Namoano Poguelga | Secrétaire, GVF Lampiané- Boumoana |  |
| 1. Namoano Banyara | Membre GVF Lampiané- Boumoana |  |
| 1. Nasouri Dadjoari | Président ADDEB |  |
| 1. Ouoba Kandia | CP / UICN en appui à Kari Force - Fada | 78 38 53 34 |
| 1. Thiombiano- Lengani Adéline | Secrétaire adjointe Kari Force - Fada |  |
| 1. Diabri - Naba Rosalie | Trésorière Kari Force - Fada |  |
| 1. Tankoano - Yonli Taladi | Présidente, TIN FI, secteur 11 Fada | 78 31 83 58 |
| 1. Tankoano - Combary Moady | Trésorière, TIN FI, secteur 11 Fada |  |
| 1. Lompo Dahanli | Secrétaire, TIN FI, secteur 11 Fada |  |
| 1. Naba Blandine | Membre TIN FI, secteur 11 Fada |  |
| 1. Thiombian- Lompo Assala | Membre TIN FI, secteur 11 Fada |  |
| 1. Thiombiano Bendi | Membre TIN FI, secteur 11 Fada |  |
| 1. Lompo Larba | Membre TIN FI, secteur 11 Fada |  |
| 1. Lompo Christine | Association Yemboano, sect 7 Fada | 70 71 53 34 |
| 1. Pallo Taladi | Membre Association Yemboano |  |
| 1. Yoni Mariama | Trésorière Association Yemboano |  |
| 1. Thiombiana Salamata | Responsable à l’information – Association Yemboano |  |
| 1. Thiombiana Talata | Responsable à l’information – Association Yemboano |  |
| 1. Palla Minata | Membre Association Yemboano |  |
| 1. Adjari Abiba | Membre Association Yemboano |  |
| 1. Traoré- Thiombiana Mariam | Vice Présidente Association Yemboano |  |
| 1. Idana Awa | Membre Association Yemboano |  |
| 1. Ouédraogo Sylvestre | Coordonateur du Programme Tree Aid- Afrique de l’Ouest - Ouagadougou | 50 36 35 34 /  74 47 31 21 |
| 1. Somé Cécilia | SG – AMIFOB - Ouaga | 70 26 99 99 |

1. Adama Belemviré, ingénieur des Eaux et Forêts, chef de mission et Paule Elise Henry, sociologue/genre [↑](#footnote-ref-2)
2. UICN, FAO et CIFOR n’ont pas pu être rencontrés au cours de la mission pour des contraintes de calendrier [↑](#footnote-ref-3)
3. En termes de bénéficiaires des appuis, on peut retenir comme régions ayant le plus bénéficié des appuis du projet, l’Est, le Plateau central, le Nord, le Sud Ouest et la Boucle du Mouhoun. Les autres régions en ont bénéficié dans une moindre mesure. [↑](#footnote-ref-4)
4. Antoinette Guiro, chef de division de la promotion des PFNL et responsable de l’organisation et du suivi des foires, expositions et voyages d’échanges

   Seydou Soro, chef de division de l’organisation et du développement des filières et chargé de la coordination et du suivi des formations [↑](#footnote-ref-5)
5. *Avec une formulation et un nombre d’OS et de résultats très fluctuants sans indicateurs de référence, la mission a pris comme document de référence le rapport de fin d’exécution du projet (janvier 2011) pour apprécier le niveau de mise en œuvre des activités planifiées sur la phase.*  [↑](#footnote-ref-6)
6. *La liste de ces contributions existe dans le rapport de fin de phase du projet ARSA/ PFNL, janvier 2011, mais sans le nom de leurs auteurs.*  [↑](#footnote-ref-7)
7. La source des chiffres avancés est tirée du rapport final de mise en œuvre du projet, de janvier 2011. Mais ces données ne nous semblent pas assez fiables au regard de certains chiffres et de cas non renseignés. Ces chiffres sont donc indicatifs et donnent une idée approximative du nombre de personnes réellement touchées par le projet. [↑](#footnote-ref-8)
8. Excepté AFAUDEB à l’Est qui, grâce à un appui d’autres partenaires financiers a inscrit et réalisé la traduction de quelques fiches techniques pour les formations dispensées (gestion, organisation, transformation) [↑](#footnote-ref-9)
9. Les rapports d’activités 2008 et de fin de phase de janvier 2011 sont les seuls rapports d’activités produits mis à la disposition de la mission. [↑](#footnote-ref-10)
10. Chaque chargé de programme PNUD a obligation de deux missions terrain par an pour visiter les projets dont il a la charge. Cependant, les contraintes de temps et les multiples sollicitations internes et externes ne permettent pas souvent de respecter cet engagement contractuel. [↑](#footnote-ref-11)